

RAYMOND ARON

**LES GUERRES  
EN CHAÎNE**

*nrf*

GALLIMARD

Emberson Report: "We must be careful that we  
do not prove that free countries can be defended  
only at the cost of bankruptcy." (Emberson Report  
on SHAPL.)

RAYMOND ARON

**LES GUERRES  
EN CHAÎNE**

*nrf*

**GALLIMARD**

*10<sup>e</sup> édition*



conjoncture, qui rend la paix impossible et la guerre totale provisoirement improbable?

Il m'a paru nécessaire, pour répondre à cette question, de remonter aux origines. L'interprétation que j'ai esquissée dans les deux premières parties, est inévitablement incomplète. Il faudrait être un spécialiste de la Chine, des Indes, du monde arabe, aussi bien que de la Russie, de l'Europe et des Etats-Unis, pour rendre compte intégralement d'une situation vers laquelle convergent les mouvements des idées et des événements de toutes les civilisations actuelles. J'ai pris pour centre d'intérêt l'Europe et n'ai envisagé la crise de l'Asie que dans la mesure indispensable pour embrasser l'entreprise stalinienne dans son ensemble et juger des perspectives de la guerre froide.

L'étude de l'immédiat passé ne permet pas de prévoir l'avenir, elle aide, du moins, à interpréter le présent. Le souvenir ou le spectacle des ravages de la guerre hyperbolique pèse sur les esprits des hommes d'Etat de bonne volonté et les incite à se donner pour but la limitation d'une guerre, en elle-même inévitable. J'espérais, en 1947, que la guerre froide serait le substitut de la guerre totale. Je l'espère encore, sans me dissimuler que les chances de cette hypothèse optimiste ont diminué. La leçon des guerres précédentes n'en justifie pas moins l'effort, poursuivi jusqu'au bout.

Ces sortes de leçons prétent, il est vrai, à discussion. On se trompe en évitant les erreurs d'hier aussi bien qu'en les répétant. Une troisième guerre ne laisserait ni vaincu, impatient de revanche, ni alliés, incapables de s'accorder sur le règlement de leur commune victoire. Elle apporterait, peut-être, par épuisement des combattants ou par domination universelle d'un empire, une paix durable.

On aurait tort d'oublier et le prix exorbitant et le caractère aléatoire d'une telle pacification. Un stalinisme triomphant entretiendrait probablement la guerre permanente. Les différents Etats socialistes ne s'entendraient ni sur les conditions des échanges commerciaux, ni sur le tracé des frontières, ni sur la répartition des richesses et du pouvoir, même s'ils continuaient à se réclamer du même prophète. Tito aurait une descendance, qui peut-être vitupérerait Tito et invoquerait Staline, à son tour embaumé sur la place Rouge. L'humanité du XX<sup>e</sup> siècle n'est pas mûre pour une théocratie universelle, d'autant plus que cette pseudo-religion dissimule mal l'appétit de puissance des minorités dirigeantes.

La paix qu'apporterait l'hégémonie d'une puissance maritime, se traduirait seulement par la limitation de la violence. Elle aurait pour condition non pas un gouvernement mondial, mais la soumission de tous les Etats à quelques règles. Si, par malheur, la guerre totale éclatait, les Occidentaux devraient, cette fois, se fixer des buts précis, accessibles sans aller jusqu'au bout de la guerre hyperbolique : abattre le rideau de fer, rétablir les communications entre la Russie et le reste du monde, imposer un contrôle international des armements scientifiques, garantir aux individus de toutes les nations certains droits. L'Occident chercherait à frapper la conspiration stalinienne, il ne forgerait pas le mythe de la culpabilité collective du peuple russe.

En choisissant une telle politique, on laisse à Staline l'initiative, on accepte le risque que celui-ci, à son jour, à son heure, déclenche l'explication finale. Ce risque est réel, mais on ne peut pas ne pas l'assumer. Nul ne connaît l'avenir et des accidents favorables demeurent possibles. Les horreurs d'une guerre totale interdisent qu'on s'y résigne à l'avance.

Encore convient-il d'éviter un malentendu. La détermination raisonnable des objectifs n'a rien de commun avec un demi-scepticisme ou une forme d'indifférence. La technique moderne des combats condamne les rêves de croisade. Les bombes atomiques ne sont pas de bons moyens de répandre la liberté. Mais il reste vrai, aujourd'hui comme hier, à l'époque des B 36 comme au temps des piques et des épées, que ceux-là seuls sauvegardent leur héritage qui sont prêts à le défendre.

La victoire, à laquelle tendent les Occidentaux, est limitée : nulle mythologie ne leur enjoint d'exterminer leurs ennemis. Mais leur volonté de vaincre ne doit pas être moins totale que la volonté de puissance des Staliniens.

Paris, avril 1951.



## CHAPITRE PREMIER

### LA SURPRISE TECHNIQUE

Frédéric II laissait à ses juristes le soin de justifier, après coup, ses conquêtes. Les peuples ne participaient guère aux guerres limitées du XVIII<sup>e</sup> siècle et les soldats de métier, recrutés dans les classes inférieures de la société, n'éprouvaient nul besoin de savoir pourquoi ils se battaient. Au XX<sup>e</sup> siècle, soldats et citoyens se confondent et les peuples, qui se croient pacifiques, demandent des comptes à leurs gouvernants. Démontrer que l'ennemi porte la responsabilité de la catastrophe devient une affaire d'Etat. De tous côtés, historiens et intellectuels s'emploient de leur mieux à soutenir le moral, en donnant bonne conscience, moins aux combattants qu'à la nation entière.

Inspirée par des soucis de propagande, l'analyse des origines du conflit fut entretenue, de 1914 à 1918 et au-delà même de la victoire des Alliés, par une sorte de révolte contre les événements. L'Europe bourgeoise, fière de sa civilisation, confiante dans le progrès, regardait la guerre comme une monstruosité d'un autre âge. Les rédacteurs du traité de Versailles avaient imposé à l'Allemagne l'obligation de réparer en invoquant non le jugement des armes (ce que les vaincus, qui n'ignoraient pas leurs intentions en cas de victoire, auraient accepté sans indignation) mais le fait de l'agression. L'étude des causes de la guerre, au lieu d'être suggérée par une simple curiosité, relevait de cet état d'esprit « moralisateur ». Quels criminels avaient précipité l'Europe vers cet abîme de violence? Quels accidents avaient ramené le vieux continent aux horreurs du passé?

La science historique aboutit à des résultats limités, elle ne supprima pas les incertitudes. Inévitablement, elle déçut l'attente des juges et des pacifistes.



\* \* \*

L'historien, qui entend dégager les causes d'un événement, pose deux questions, l'une et l'autre légitimes mais qu'il importe de distinguer soigneusement. Pourquoi l'événement s'est-il produit au moment considéré? Ou encore, la situation étant donnée, quels sont les hommes ou les circonstances qui ont provoqué l'événement? Et, d'autre part, comment la situation, dans laquelle l'événement s'est produit, a-t-elle été créée? La première question revient à celle que l'on appelle d'ordinaire les causes immédiates, la seconde à celle que l'on appelle les origines lointaines. Les historiens accordent à la première une portée plus ou moins grande selon leur philosophie et aussi selon les résultats de l'enquête. S'ils jugent que la situation rendait l'événement inévitable, les causes immédiates perdent évidemment en importance.

Dans le cas de la guerre de 1914, les historiens s'attachèrent passionnément à l'étude des causes immédiates. La réalité même leur offrait un champ soigneusement délimité. Avant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, l'Europe vivait en état de paix armée, mais personne ne redoutait l'explosion d'un jour à l'autre. A partir de l'assassinat et surtout à partir de l'ultimatum autrichien à la Serbie, les chancelleries comme les peuples ont ressenti l'angoisse de la catastrophe prochaine.

Sur les huit jours qui se sont écoulés entre le 23 juillet, date de la remise de l'ultimatum autrichien à la Serbie et le 30, jour où fut décrétée la mobilisation russe, on a multiplié les livres, récits et témoignages. Les archives ont été dépouillées, les acteurs ont publié leurs mémoires, les historiens ont reconstitué les conversations, négociations, entrevues, à Vienne, à Berlin, à Saint-Petersbourg, à Paris. En apparence, de l'accumulation même des documents, est sortie une confusion accrue.

Confusion plus apparente que réelle, qui tient à l'entrelacement de trois interrogations. Quels sont les actes qui ont rendu la guerre possible, probable, inévitable? Jusqu'à quel point ces actes étaient-ils moralement ou politiquement légitimes? Quelles étaient les intentions de ceux qui les accomplissaient?

Personne ne nie aujourd'hui, comme personne n'a douté à l'époque, que l'ultimatum autrichien faisait surgir une pos-

sibilité de guerre, et de guerre générale. Les hommes d'Etat de Vienne connaissaient ce risque, comme les hommes d'Etat allemands l'avaient reconnu aux entretiens de Berlin, au début de juillet. La Russie, qui se considérait comme la protectrice des Slaves du Sud dans les Balkans, ne laisserait pas écraser la Serbie, elle ne laisserait pas transformer le royaume indépendant en une sorte de protectorat de la monarchie dualiste. L'ultimatum était un défi à la Russie. Manifestement, aux yeux de toute l'Europe, l'initiative, chargée de menace, venait de Vienne et cette initiative n'aurait pas été prise sans la promesse de soutien donnée à Berlin.

Si l'on ajoute à l'ultimatum le refus d'accepter la réponse serbe modérée dans les termes (bien qu'elle n'acceptât pas la participation des fonctionnaires autrichiens à l'enquête), puis la rupture des relations diplomatiques et le bombardement de Belgrade, on a rassemblé la suite des actes imputables à la diplomatie autrichienne (et indirectement à la diplomatie allemande) qui, dans la conjoncture européenne de 1914, rendait plus ou moins probable la guerre générale.

Les controverses rétrospectives ont porté d'abord sur la légitimité des actes de la diplomatie autrichienne. Jusqu'à quel point la conduite du gouvernement serbe justifiait-elle des demandes exorbitantes du droit des gens? Quelle qu'ait été la responsabilité de certains fonctionnaires ou de certains milieux politiques serbes dans la préparation de l'attentat, les faits connus à l'époque ne permettaient pas de mettre en cause le gouvernement de Belgrade et, par conséquent, n'autorisaient pas celui de Vienne à formuler des exigences, incompatibles avec la souveraineté serbe. Au reste, il n'est guère douteux que les diplomates autrichiens ne souhaitent ni n'attendaient une acceptation pure et simple de leur ultimatum. Ils voulaient « donner une leçon » au petit pays qui inquiétait son puissant voisin en soutenant ou en tolérant la propagande « libératrice » des Slaves du Sud. Les hommes, qui, à Vienne, étaient décidés à « donner cette leçon », en acceptaient résolument les conséquences possibles, y compris la guerre générale.

Le véritable point de discussion se déplace : faut-il dire conséquences possibles, probables ou inévitables? Il n'y a guère de chance qu'une telle discussion aboutisse à une conclusion, unanimement acceptée. Si l'historien s'interroge



à bon droit sur la modalité du lien qui, en une constellation donnée, unit un événement à un autre, il n'arrive jamais à des jugements au-dessus de toute contestation. En l'espèce, le moins que l'on doive dire, est que les empires centraux avaient créé des conditions qui rendaient la guerre probable. Aurait-il fallu pour l'éviter, un miracle ou seulement plus de patience et d'imagination diplomatique de la part du camp adverse? Sur ce qui aurait pu être, on n'aura jamais fini de s'interroger.

Le même genre de controverses s'est poursuivi à propos de la mobilisation générale russe, la première en date (mais, avant qu'elle fût connue, la mobilisation autrichienne était décidée). N'était-elle pas politiquement légitime, en réplique aux premières opérations contre la Serbie, considérée par les chefs militaires allemands eux-mêmes comme différente en nature de toutes les autres, en raison du temps qu'elle exigeait? Au moment où elle est intervenue, les dés n'étaient-ils pas jetés et les états-majors, dans les différentes capitales, impatients de déclencher un mécanisme qui ne laissait plus de marge d'action à la diplomatie?

Tant que l'on s'en tient aux deux questions de causalité et de légitimité, l'enquête érudite oblige à nuancer, mais non à modifier fondamentalement la thèse alliée. C'est le cabinet de Vienne qui a pris les initiatives que l'Europe entière a tenues pour belliqueuses. C'est lui qui a jeté le gant à la Serbie, donc à la Russie, lui qui a voulu un succès de prestige, fût-ce au risque de guerre générale. L'Allemagne, en lui donnant un blanc-seing, a partagé la responsabilité, quelles qu'aient été les pensées secrètes de ses dirigeants. Quand bien même on démontrerait que l'Entente et, en particulier la Russie, a été trop prompte à relever le défi, sur le plan de la diplomatie et de l'enchaînement des actes et des répliques, la culpabilité majeure continuerait de retomber sur les « initiateurs ».

Mais cette culpabilité, positive et limitée, diplomatique pour ainsi dire, est sans commune mesure avec celle qu'imaginent les passions populaires. On ne cherchait pas tel ou tel ministre, décidé à extirper la propagande « irrédentiste » des Slaves du Sud, on voulait atteindre les hommes qui avaient sciemment déclenché une agression. Or, on ne les trouvait pas ou du moins on ne les trouvait pas sous la forme simplifiée des vilains de la fable.

La détermination des motifs ou des mobiles prête à des controverses indéfinies. On peut, en accumulant certains témoignages, reconstruire une politique allemande, inspirée par le désir de livrer le plus tôt possible une guerre tenue pour inévitable. On citera, par exemple, les propos de Guillaume II au roi des Belges. Dans certains milieux militaires, on pensait à coup sûr que la réorganisation de l'armée russe ne serait achevée qu'en 1917, que les forces françaises manqueraient de mitrailleuses et de canons lourds. Ces sortes de considérations, renforçant la confiance du grand état-major, ont dû influencer sur l'attitude, prise par les généraux aux entretiens du début de juillet. Mais le dépouillement progressif des archives a révélé une politique allemande moins sûre d'elle-même, moins rigoureusement orientée. Berlin a accepté la guerre générale, on ne saurait dire que les hommes d'Etat responsables aient consciemment voulu la provoquer à l'occasion du conflit austro-serbe. Cette pensée a certainement traversé l'esprit de tel ou tel, à tel ou tel instant, elle n'a pas déterminé constamment l'action du chancelier, de l'empereur et des ambassadeurs.

En d'autres termes, quand on en vient aux intentions, l'image d'Epinal des agresseurs et des victimes résiste mal à l'analyse. Certes, on décèle moins encore le désir de guerre chez les hommes d'Etat français. Le tsar et une bonne partie des dirigeants russes (mais pas tous) craignaient la guerre, peut-être plus encore pour le régime qu'en elle-même. Mais les Alliés étaient résolus à ne pas tolérer un coup de force autrichien dans les Balkans, aussi fermement que la diplomatie de Vienne était résolue à obtenir, aux dépens de la Serbie, un succès de prestige par une épreuve de force. Des deux côtés, la volonté de paix était conditionnelle, non absolue. La localisation du conflit était suprêmement improbable dans la situation où se trouvait l'Europe en 1914, mais, à Berlin comme à Vienne, on aurait été satisfait si l'on avait atteint localement l'objectif visé, sans déclencher de guerre générale.

La scène européenne n'était pas peuplée d'Etats-loups et d'Etats-agneaux, mais d'Etats souverains, également décidés à maintenir leurs positions de gloire et de puissance. Il n'y avait pas, en France ou en Grande-Bretagne, d'équivalents des pangermanistes ou des théoriciens romantiques de la violence. L'un et l'autre pays tendaient à devenir conserva-



teurs, à renoncer aux rêves de conquête. L'Allemagne wilhelmienne, en pleine expansion, était plus inclinée à la guerre, elle imaginait le recours aux armes avec moins de répugnance que les démocraties bourgeoises. Il n'empêche qu'en 1914 l'explosion résulta surtout d'un « raté » de la diplomatie.

Depuis un siècle, l'Europe avait joui d'une relative stabilité. Ni la guerre de Crimée, ni la guerre franco-allemande ne s'était généralisée. Avec plus de peine, ou avait mis fin aux guerres balkaniques, sans dommage irréparable porté à l'équilibre européen. Le « monstre guerrier », qui avait secoué le vieux Continent de 1792 à 1815, avait été maîtrisé. En août 1914, il se déchaîna à nouveau.

\* \* \*

Dès que l'on sort des limites étroites marquées par l'assassinat de l'archiduc et des déclarations de guerre, dès que l'on remonte au-delà de la crise de juin-juillet 1914, il n'y a plus de date à laquelle on soit tenu de s'arrêter ou qui apparaisse comme le « premier commencement » de la situation historique dont la guerre de 1914 a été l'aboutissement. L'hostilité franco-allemande nous renvoie au moins jusqu'au traité de Francfort, l'hostilité russo-allemande au moins jusqu'à l'abandon du traité de contre-assurance par le jeune empereur Guillaume II. A moins de dérouler toute l'histoire de la diplomatie européenne au cours du demi-siècle précédent, une enquête de juge doit se restreindre, en se formulant à elle-même des interrogations précises.

Frappé rétrospectivement par la rapidité avec laquelle un fait divers princier avait mis le feu à l'Europe, on s'est demandé pourquoi l'Europe était à ce point chargée d'explosifs, pourquoi tant d'hommes d'Etat, tant d'hommes de la rue sentaient confusément monter l'orage.

Or, quelles que soient les discussions sur les points de détail, les réponses des historiens sont, dans l'ensemble, irrésistiblement simples, déconcertantes aux yeux de ceux qui méprisent les faits superficiels et cherchent les forces profondes, ignorées des acteurs.

La puissance même de l'Allemagne a, selon la loi non écrite de la diplomatie européenne, provoqué un groupement d'Etats, capable de lui tenir tête. Que l'alliance anglo-franco-russe ne disposât pas d'un surplus de forces, face à l'alliance

austro-allemande, le déroulement même de la guerre le prouva abondamment. Le fait que cette alliance fût nécessaire à l'équilibre, ne suffit pas à expliquer qu'elle se soit constituée. Elle n'existait pas encore à la fin du siècle dernier, alors qu'en fonction des mêmes considérations, elle n'aurait pas été moins nécessaire. Tout ce que nous voulions rappeler, c'est que le groupement des grands Etats européens en alliances plus ou moins étroites ne représente à aucun degré une nouveauté ou une monstruosité, qui appellerait une explication originale ou impliquerait un coupable.

La France, une fois surmontées les conséquences de la défaite, devait normalement, selon une vieille tradition, chercher un contre-poids à l'Est. Peut-être le rapprochement franco-russe a-t-il été facilité ou accéléré par les fautes de la Wilhelmstrasse. Mais, à la longue, l'Allemagne aurait difficilement pu conserver une étroite amitié simultanément avec la Russie et avec l'Autriche-Hongrie. En préférant cette dernière, elle suscitait inévitablement le rapprochement de Paris et de Saint-Petersbourg. Quant à la Grande-Bretagne, elle devait craindre une victoire de l'Allemagne qui rayerait la France du nombre des grandes puissances et livrerait au Reich une hégémonie presque illimitée sur le continent. Peut-être la diplomatie britannique n'aurait-elle pas pris conscience du péril et de ses intérêts profonds si, en construisant une flotte de haute mer, le II<sup>e</sup> Reich n'avait lancé une sorte de défi que l'empire britannique ne pouvait pas ne pas relever.

Au reste, il s'en faut que les « fronts » aient été, dès le début du siècle, définitivement fixés. Les contacts entre les Cours de Berlin et de Saint-Petersbourg restèrent fréquents jusqu'à la veille de la rupture. Guillaume II tenta plusieurs fois d'user de son ascendant personnel sur Nicolas II à des fins de grande politique. On n'a pas oublié l'accord, signé par les deux empereurs à Björkö, en juillet 1905, accord que les ministres du tsar refusèrent de prendre en considération. Entre Londres et Berlin, en dehors des liens dynastiques, les relations, jusqu'à la veille de la catastrophe, ne furent pas celles d'ennemis inexpiables. En 1914 encore, des ministres britanniques concevaient d'apaiser les ambitions allemandes en négociant un partage des colonies portugaises. En dépit des efforts de la diplomatie française, les gouvernements britanniques n'avaient pas pris d'engagement



formel. Les conventions d'état-major laissaient intact le droit de décision du cabinet de Londres.

La répartition des principales nations d'Europe en deux camps n'était pas nécessairement un facteur de guerre. Elle rendait seulement inévitable la généralisation d'un conflit dans lequel deux grandes puissances seraient impliquées. Mais à partir du moment où s'était formé, au centre de l'Europe, un empire allemand, avec une population de plus de 50 % supérieure à celle de la France, dotée de la première industrie du continent, alliée à la monarchie dualiste, une guerre comparable à celle de 1870 était devenue impossible. Ni la Russie, ni la Grande-Bretagne n'auraient consenti à assister passivement à une nouvelle victoire, qui aurait fait du Reich non plus seulement l'Etat dominant, mais le pré-tendant à l'empire du vieux continent.

Les deux camps n'étaient pas condamnés à une lutte à mort par quelque mystérieuse fatalité. En fait, les relations entre les blocs s'étaient peu à peu tendues au point que les observateurs clairvoyants n'avaient guère d'illusions sur l'aboutissement de la paix armée. Comment? Par la faute de qui? On a discuté passionnément : d'un côté on a dénoncé les manières intolérables de la diplomatie germanique, le renvoi exigé de Delcassé, le voyage spectaculaire à Tanger, l'envoi d'une canonnière à Agadir, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine; de l'autre, on a fait observer que l'Allemagne, au cours du demi-siècle durant lequel elle était la première puissance du continent, a moins élargi ses possessions d'outre-mer, moins obtenu de profits par les armes ou les négociations que la France affaiblie. L'Allemagne s'est rendue intolérable par la brutalité de son action, par son orgueil étalé et ses ambitions pressenties. Mais, selon les règles diplomatiques, elle n'avait pas tort d'exiger une compensation lorsque la France établissait son protectorat sur le Maroc. Elle était bien obligée de reconnaître que les conférences internationales ne tournaient pas à son avantage.

On aperçoit trois causes principales de la tension progressivement accrue : la rivalité de l'Autriche et de la Russie dans les Balkans, le conflit franco-allemand à propos du Maroc, la course aux armements sur mer entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, sur terre entre toutes les puissances. Les deux dernières causes ont créé la situation, la première a fait jaillir l'étincelle.

Sans doute certains diront-ils que l'occasion du conflit importe peu, que la guerre aurait pu éclater tout aussi bien en 1911 qu'en 1914, affirmation aussi facile à avancer que difficile à démontrer. Il reste que les querelles balkaniques ont provoqué la rupture définitive, comme elles avaient contribué à dissoudre le pacte conservateur qui, en dépit d'alliances divergentes, continuait de lier les souverains de Russie et d'Allemagne. Pour une part, le choc de la Russie et de l'Autriche-Hongrie avait une cause diplomatique. Refoulée en Asie à la suite de sa défaite de 1905, la Russie, selon une oscillation conforme à la tradition, tournait vers l'Europe ses regards et ses ambitions. Mais, pour une part aussi, le choc avait une cause plus profonde dans le mouvement des idées et des passions. Deux empires supra-nationaux subsistaient en Europe à l'âge des nationalités. L'empire ottoman n'était pas encore liquidé que déjà les diplomates anticipaient, avec crainte, le moment où se poserait le problème de la succession d'Autriche-Hongrie.

Dès lors, la diplomatie de Vienne devient plus compréhensible. Il ne s'agissait pas tant de venger un archiduc, favorable à la solution trialiste, dont bien des hauts personnages avaient souhaité la disparition. On entendait éliminer définitivement la propagande nationaliste qui mettait en question l'existence de l'Autriche-Hongrie. Pour cette raison même, la Russie ne pouvait pas laisser les mains libres au gouvernement de Vienne. La querelle des chancelleries intéressait aussi les peuples. La diplomatie européenne avait réussi à intégrer à l'Europe, sortie du congrès de Vienne, une Allemagne unie et une Italie unie, sans guerre générale. Elle fut incapable de réussir un tel tour de force au xx<sup>e</sup> siècle. Les conflits nationaux, à l'est de l'Europe, déchaînèrent la guerre générale.

La recherche des causes ne permet pas de mettre au ban de l'humanité des hommes et des nations criminels. Mais elle dégage clairement la signification de la guerre, à ses origines. Cause immédiate et cause profonde, en une large mesure, coïncident. Les motifs d'hostilité entre les diverses nations d'Europe étaient multiples et complexes. Les rapports de force et les relations d'alliance excluaient les conflits partiels. L'ascension de l'Allemagne, dont la France redoutait l'hégémonie et la Grande-Bretagne la flotte de haute-mer, avait suscité un groupement d'équilibre qui se donnait pour



défensif et que la propagande germanique dénonçait comme une tentative d'encerclement. Les deux camps s'inquiétaient l'un l'autre et tâchaient d'apaiser leurs craintes en s'armant. La multiplication des incidents alourdisait l'atmosphère et répandait la conviction d'une catastrophe prochaine. C'est à l'est de l'Europe finalement que l'explosion se produisit, là où Russie et Autriche-Hongrie opposaient des intérêts contradictoires, là où le principe des nationalités achevait de ruiner l'empire ottoman et commençait de miner l'édifice, encore imposant, de l'empire austro-hongrois.

\* \* \*

Les guerres sont par essence imprévisibles. Mais les guerres du xx<sup>e</sup> siècle l'ont été bien plus encore que celles du passé. Par leur déroulement, elles bouleversent les situations qui leur avaient donné naissance. C'est la bataille elle-même, et non l'origine du conflit ou le traité de paix, qui constitue le fait majeur et développe les conséquences les plus lointaines.

On ne peut se reporter sans sourire aux plans de l'état-major français, antérieurs au déclenchement des hostilités. On envisageait une production journalière de 13.600 coups de canon de 75, de 465 coups de 155, de 2.470.000 cartouches d'infanterie, de 24 tonnes de poudre B; 50.000 ouvriers travailleraient dans trente établissements. La production de régime devait être atteinte le 81<sup>e</sup> jour après la mobilisation générale.

Le 19 septembre, au lieu de 13.600 coups, l'état-major en demandait 50.000 au ministère de l'Armement. Il les obtenait en mars 1915, mais, entre temps, en janvier 1915, il en avait demandé 80.000. Il les obtenait en septembre 1915, mais à ce moment il en demandait 150.000 (c'est-à-dire plus de dix fois les prévisions d'avant-guerre). Cette progression, en fait de munitions d'artillerie, est symbolique de la progression globale.

En France comme en Allemagne, on comptait remporter des succès décisifs au cours des premières semaines. Les réserves de matériel et de munitions, accumulées pendant la paix, suffiraient, pensait-on, à entretenir la bataille et à remporter la victoire. Le résultat de ce singulier optimisme fut qu'au 15 septembre, les entrepôts français ne possédaient plus que 120.000 coups de 75. En trente jours d'opérations,

la moitié des stocks avait été consommée. Au mois d'octobre, si les réserves de paix n'avaient pas été épuisées des deux côtés presque au même moment, le manque de munitions aurait pu provoquer la décision vainement cherchée sur le terrain. Pendant les deux premières années, on ne parvenait à ravitailler un calibre de canon qu'aux dépens des autres. Ce n'est guère qu'en 1917 que la production rejoignait à peu près les exigences, sans cesse croissantes du champ de bataille. Au lieu de 50.000, 1.600.000 ouvriers travaillaient dans les établissements industriels pour la défense nationale, et encore faudrait-il ajouter les ouvriers qui, aux États-Unis, travaillaient directement ou indirectement pour la machine de guerre alliée. Les ministres et leurs conseillers militaires croyaient entreprendre une guerre « comme les autres », dont l'issue serait tranchée par quelques batailles d'anéantissement. Ils engageaient les peuples dans une longue épreuve d'usure. Entre l'anticipation et l'événement était intervenu ce que je propose d'appeler la « surprise technique ».

Au siècle passé déjà, la guerre de Sécession avait offert une image assez approchée de ce que nous appelons la guerre totale, avec la mobilisation impitoyable des ressources nationales et la course aux inventions<sup>1</sup>. La période de paix européenne, qui s'étend depuis 1871 jusqu'aux guerres balkaniques, avait été marquée par les progrès rapides des armements. La mine sous-marine, la torpille, le sous-marin révolutionnèrent la tactique navale. Sur terre, l'usage généralisé du fusil à chargeur, de petit calibre, le perfectionnement de la mitrailleuse et la mise en service de pièces d'artillerie à tir rapide donnèrent aux armées des millions d'hommes une puissance de feu sans précédent.

La « surprise technique » a été l'aboutissement d'une évolution, dont les guerres de la Révolution et de l'Empire représentent une étape décisive, sinon le point de départ. Les

1. J.-F.-C. Fuller, *L'Influence de l'armement sur l'histoire*, p. 135. « Un fusil à chargeur et une mitrailleuse furent inventés. Les torpilles, les mines terrestres et sous-marines, le télégraphe de campagne, les signaux à bras, les signaux lumineux, les réseaux de barbelés, les mortiers de bois frettés, les grenades à main, les grenades à ailettes, les fusées, et quantité de pièges furent expérimentés. On utilisa des trains blindés; les deux adversaires firent usage de ballons. Des balles explosives sont mentionnées, on réclamait des projecteurs et des « obus puants » à « effets suffocants ». On proposa d'utiliser des lance-flammes et le vapeur américain *Housatonic* fut coulé le 17 février 1864 par un petit sous-marin confédéré, actionné à la main. »



guerres nationales sont livrées par les peuples tout entiers et non plus par des armées professionnelles, elles ont pour enjeu non plus quelques intérêts dynastiques ou le sort d'une province, mais le destin de la collectivité ou de ses idéaux. A l'époque de la démocratie (c'est-à-dire de la conscription) et de l'industrie (c'est-à-dire de la production et de la destruction en série) elles tendent naturellement à s'amplifier en guerres totales. Ce qui demande explication, ce n'est pas que la guerre de 1914, étendue au continent entier par le jeu des alliances, soit devenue une guerre hyperbolique, c'est que le XIX<sup>e</sup> siècle ait échappé aux conséquences jointes de la Révolution française et de la révolution industrielle.

L'Europe avait été protégée, au siècle dernier, par une série de bonnes chances. La diplomatie avait localisé les conflits parce qu'aucun d'eux n'était de nature à rompre décisivement l'équilibre global des forces. Ni la victoire de la France et de l'Angleterre sur la Russie, ni celle de la France sur l'Autriche, ni celle de l'Allemagne sur l'Autriche puis sur la France ne paraissaient un danger majeur pour les puissances spectatrices. Elles modifiaient le statut établi à Vienne sans le détruire. Aucune de ces guerres ne menaçait le régime, économique ou social, des nations aux prises Guerres limitées, à la fois par les ressources employées et les enjeux, elles ne soulevaient pas de passions populaires sans frein. Pour l'essentiel, elles furent livrées par les armées professionnelles (fait exception la deuxième phase de la guerre franco-allemande). Les états-majors, prisonniers de leurs habitudes, ralentissaient l'emploi des armes nouvelles. La supériorité de l'armement d'infanterie contribua largement à la victoire prussienne de 1866, la supériorité de l'artillerie (canons se chargeant par la culasse et non plus par la bouche) à la victoire prussienne de 1870. La brutalité des succès initiaux en 1866 et en 1870, due à la disparité des systèmes militaires, de l'armement et du nombre, empêcha l'intervention de la stratégie d'usure et la mobilisation progressive qui en résulte normalement. Ces heureuses rencontres ne pouvaient pas se renouveler indéfiniment.

Après 1815, les principales puissances d'Europe, par sagesse, par peur du monstre ou par goût de la tradition, étaient revenues à l'armée de métier. Seule la Prusse avait maintenu la conscription et elle avait conquis la première place en Europe. La leçon ne pouvait pas être perdue. Tous les Etats,

à commencer par la France, instruite par l'amertume de la défaite, rétablirent le service militaire obligatoire, conforme d'ailleurs à la logique de la démocratie. Les états-majors demeuraient, dans l'ensemble, conservateurs. Ils ne purent pas ne pas renouveler fusils, mitrailleuses, canons de campagne. Ils commirent, surtout l'état-major français, des erreurs sur les conséquences, stratégiques et tactiques, de l'armement nouveau. Ils méconnurent certaines leçons des guerres russo-japonaise et balkanique, sous-estimèrent la mitrailleuse, ignorèrent presque, jusqu'à la déclaration de guerre, l'aviation et le rôle du moteur à combustion interne. Malgré tout, en 1914, des nations en armes, équipées par l'industrie moderne, allaient se heurter. La guerre hyperbolique n'aurait pu être évitée que par une victoire-éclair de l'une ou l'autre partie. La bataille de la Marne écarta cette éventualité : le sort était jeté.

On présente fréquemment l'impossibilité des résultats décisifs comme la suite inévitable de la structure démocratique et industrielle des armées. Rien n'est plus faux, nous le savons aujourd'hui, que d'imaginer les armées de millions d'hommes incapables, par essence, de se porter un coup mortel, vouées, quoi qu'elles en aient, à se heurter et à s'user sur place. Les événements de juin 1940 ont dissipé cette illusion. Si l'armée allemande, par son organisation et sa tactique avait été aussi supérieure à l'armée française en août 1914 qu'elle le fut en juin 1940, elle l'aurait emporté aussi vite et l'Europe aurait ignoré, pour quelques années ou quelques dizaines d'années, les virtualités de la guerre totale. Peut-être aurait-il suffi d'un avantage numérique plus accentué qu'aurait pu s'assurer l'état-major allemand en dégarnissant encore davantage le front oriental. En bref, les conditions de la guerre totale étaient données : pour s'épanouir, celle-ci n'avait besoin que d'une occasion, qui fut offerte par l'équilibre approximatif des forces. X

En raison d'un état, accidentel et transitoire, de la technique de combat, la guerre totale prit, surtout à l'Ouest, durant quatre années, le caractère d'une guerre de tranchées. Les moyens de défense l'emportaient sur les moyens d'attaque. On parvenait sans trop de peine, en accumulant une formidable puissance de feu, à pulvériser les premières lignes de l'ennemi. Mais le terrain conquis était à ce point bouleversé qu'il créait de lui-même un obstacle à la progression. Les



défenses, improvisées par les renforts ennemis hâtivement amenés, arrêtaient l'attaque, à laquelle manquait le soutien d'une artillerie, paralysée par son manque de mobilité et les effets de son propre tir.

Jusqu'en 1917, l'amplification de la guerre eut surtout un caractère quantitatif. Le cri de : des canons! des munitions! avait une signification qui dépassait la propagande. De mois en mois, d'offensive en offensive, on massait plus de canons, on tirait plus de coups. Quand on ne possédait pas assez de pièces, la préparation d'artillerie se prolongeait plusieurs jours (ce qui donnait à l'ennemi le temps de préparer la résistance). Ensuite, on réduisit la durée et on accrut l'intensité. A l'offensive de la Somme en 1916, sur quinze kilomètres de front, neuf cents pièces lourdes et mille cent légères étaient massées<sup>1</sup>. Ni d'un côté ni de l'autre, on ne parvint à remporter la décision. Les percées étaient plus ou moins rapidement colmatées. Après des succès initiaux, les offensives s'épuisaient. Même au cours des derniers mois de 1918, avec une considérable supériorité d'hommes et de matériel, les Alliés portèrent à l'armée allemande de rudes coups, ils ne remportèrent pas de victoire d'anéantissement.

L'amplification quantitative n'empêche évidemment pas ce que l'on pourrait appeler l'amplification qualitative, ou la course aux armes et aux tactiques nouvelles. L'armée française détenait une centaine d'appareils d'aviation au début des hostilités, plusieurs milliers en 1918. L'usage des véhicules automobiles comme moyen de transports, de la T. S. F. comme moyen de transmission, des chars d'assaut comme moyen de combat transformaient peu à peu l'allure des armées, surtout à partir de 1917.

Mais quelle que soit la part que l'on reconnaisse aux chars d'assaut dans les succès alliés, pour l'essentiel, la guerre fut terminée à l'aide des mêmes armes à l'aide desquelles elle avait été commencée. Mitrailleuses et canons, améliorés mais surtout multipliés, achevaient la tâche commencée. Les armes inédites, avions et chars d'assaut, n'étaient pas encore dominantes, mais elles avaient fait la preuve qu'elles le seraient, au cours de la guerre suivante.

1. A Stalingrad, les Russes, en janvier 1943, massèrent 4.000 canons sur 4 kilomètres de front. L'idéal devient celui d'un canon par mètre de front.

La guerre totale, sous la forme qu'elle a prise de 1914 à 1918, batailles de matériel, stratégie d'usure, fronts fixes, fortifications de campagne, laissa aux peuples un souvenir d'horreur. Le sacrifice de dizaines de milliers de soldats pour la conquête de quelques kilomètres carrés, la vie inhumaine des tranchées, la supériorité écrasante et éclatante de la technique (armement, organisation, quantité) sur les vertus personnelles, tout contribuait à dissiper le romantisme ancestral du combat et à nourrir la révolte. Ou plutôt, la révolte, vieille comme l'humanité, contre la guerre, devait être multipliée par la révolte contre les machines de guerre, comparable aux premières révoltes des artisans contre les machines industrielles. Mais, aussi longtemps que la lutte se prolongeait, il fallait refouler cette révolte latente et entretenir l'enthousiasme.

La « surprise technique » est à l'origine de l'extension géographique et de l'amplification passionnelle de la guerre.

\*\*\*

L'extension de la guerre en Europe appartient à un type classique. En cas de conflit entre les grandes puissances, disait Machiavel, les petites n'ont, en général, ni la possibilité de rester neutres, ni profit à le faire : elles s'attirent l'inimitié du vainqueur, quel qu'il soit, alors qu'en prenant position elles ont une chance de gagner les bonnes grâces de celui qui distribuera le butin. Les interventions successives de la Turquie, de l'Italie, de la Bulgarie, de la Roumanie furent précédées de négociations conformes à la tradition. Chaque camp s'efforçait de rallier un allié supplémentaire en offrant des biens, qui, d'ordinaire, ne lui appartenaient pas. Le résultat de ce tournoi de promesses était le plus souvent déterminé à l'avance. Les aspirations de l'Italie ne pouvaient être satisfaites qu'aux dépens de l'Autriche. La France et la Grande-Bretagne affichaient sans peine une générosité dont l'Allemagne n'aurait pu témoigner qu'en sacrifiant son compagnon d'arme. En sens contraire, les empires centraux rallièrent à leur cause la Bulgarie, dont les aspirations visaient la Serbie pour la défense de laquelle les Alliés avaient tiré l'épée. Il va sans dire que d'autres considérations déterminaient le choix de chacun : pari sur l'issue du combat, affinités morales, sentiments populaires, etc.



De toutes manières, aucune de ces interventions européennes n'élargissait sensiblement le cadre initial des hostilités et ne modifiait décisivement le rapport des forces. Le Japon saisit l'occasion de s'emparer de quelques positions stratégiques, tenues par les Allemands. Seule l'intervention américaine représente un fait sans précédent et marque une date historique, dont la signification apparaît rétrospectivement, en toute clarté. Or, cette intervention eut pour cause essentielle l'amplification technique de la guerre.

Le motif en fut, on le sait, la déclaration par le gouvernement allemand de la guerre sous-marine à outrance, en violation d'un engagement pris, à l'égard de Washington, plusieurs mois auparavant. C'est la technique nouvelle de guerre navale, contraire, au droit des gens tel qu'il était compris à l'époque<sup>1</sup> (mais le blocus britannique à distance l'était également) qui précipita la décision des Etats-Unis, décision qui elle-même rendait inévitable la défaite du II<sup>e</sup> Reich.

On a cherché, depuis lors, à réduire la portée du motif invoqué. Durant la période isolationniste, on a mis en cause les banques ou les entreprises industrielles qui fournissaient les Alliés en matériel ou en matières premières ou qui leur avaient avancé des crédits et qui craignaient, a-t-on dit, de perdre leur clientèle ou leur argent. Mais cette interprétation par les machinations capitalistes (que nous tenons pour superficielle, comme toutes les interprétations de cet ordre) nous renverrait, en dernière analyse, à la même réalité. Pour mener jusqu'au bout la guerre hyperbolique, même l'alliance franco-britannique manquait des moyens nécessaires. Les Etats-Unis avaient été impliqués économiquement dans la lutte avant de l'être militairement, parce que les ressources jointes des deux empires français et britannique ne suffisaient pas à entretenir la monstrueuse machine de mort.

D'autres commentateurs veulent que la guerre sous-marine n'ait été qu'un prétexte et que les dirigeants américains aient simplement reconnu, à l'occasion de cette menace, que la maîtrise britannique des mers était indispensable aux Etats-Unis. La sécurité de la République serait en péril, si la Grande-Bretagne vaincue, laissait une puissance, virtuellement hostile,

1. Dès que les États-Unis entrèrent dans la deuxième guerre mondiale, l'état-major de la marine décréta la guerre sous-marine à outrance. La technique de guerre, qui déchaînait l'indignation vingt-cinq ans plus tôt, était acceptée comme normale.

maîtresse du vieux continent, libre d'étendre sa domination ou du moins de prolonger ses entreprises à travers les océans. Mais les Américains auraient-ils pris conscience de leur solidarité avec la Grande-Bretagne, si la technique de la guerre sous-marine n'avait ébranlé l'empire de la *Home Fleet*, rendu visible le potentiel allemand sur mer et fait redouter à tous une paix à la mesure des combats, c'est-à-dire une paix carthaginoise?

Il serait absurde de méconnaître la part des sentiments ou des idéologies. Aux instants de crise, la parenté entre Britanniques et Américains dissipe les malentendus, les ressentiments, les irritations réciproques. En inscrivant sur ses drapeaux les mots sacrés de démocratie et de liberté, l'Entente éveillait des sympathies dans toutes les classes de la société américaine. Parce qu'il était d'inspiration universelle, le langage que parlaient les représentants alliés était entendu à travers les continents. Une croisade, en vue de rendre le monde *safe for democracy* avait un sens partout (ou semblait en avoir un). Quel sens, en dehors de l'Allemagne, avait la défense de la culture allemande?

L'idéologie a suscité le consentement de l'opinion américaine à la guerre, elle a allumé et entretenu l'enthousiasme d'un peuple jeune. Malgré tout, le fait fondamental a été d'abord d'ordre matériel. Les Alliés ont recouru aux Etats-Unis pour supporter le poids de la guerre hyperbolique. La participation économique est devenue militaire, quand les sous-marins ont tenté de rompre le lien déjà créé entre les démocraties européennes et la démocratie américaine. Le succès de la campagne sous-marine aurait exactement symbolisé la signification d'une défaite anglaise : au lieu d'une flotte amie, une flotte tenue pour ennemie aurait régné sur les océans qui séparent la vieille Europe du Nouveau Monde.

\*\*\*

On n'a cessé de s'interroger sur l'origine de la guerre. On ne s'est jamais demandé pourquoi celle-ci était devenue hyperbolique. Les peuples se sont-ils battus jusqu'à la mort parce qu'ils se détestaient, ou se sont-ils détestés parce qu'ils se battaient furieusement? Les belligérants se proposaient-ils, dès le premier jour, des objectifs illimités, ou se sont-ils proposés de tels objectifs au fur et à mesure que la violence s'am-



plifiait? Est-ce la passion qui a suscité la démesure technique ou la démesure technique qui a suscité la passion? Non sans réserves ni atténuation, tout en reconnaissant l'interaction des deux phénomènes, je dirai que le « moteur » de l'évolution, à cette époque, a été la technique. C'est elle qui a imposé l'organisation de l'enthousiasme, elle qui a condamné à l'échec les tentatives de conciliation, elle qui a exclu la vieille sagesse diplomatique et contribué à répandre l'esprit de croisade, elle qui a conduit à une paix qui a créé la situation de départ de la deuxième guerre.

A n'en pas douter, le début des hostilités fut marqué, dans tous les pays, par une explosion de ferveur nationale. Le patriotisme étouffa les ressentiments sociaux et les aspirations révolutionnaires. En quelques jours, parfois en quelques heures, les socialistes, qui critiquaient impitoyablement la diplomatie de la *Wilhelmstrasse* ou du *Quai d'Orsay*, furent emportés par l'élan collectif et communièrent avec les foules. Contre l'agression allemande, en France, contre le danger russe en Allemagne, l'union sacrée s'établit d'un coup.

Au cours des premières semaines, les victoires redoublèrent l'ardeur guerrière des Allemands, les défaites trempèrent la résolution des Français. Les procédés de terreur, les atrocités commises par les envahisseurs, (que la propagande alliée a exagérées, mais non inventées) bien loin d'abattre le moral des Français, suscitèrent une sorte de fureur, nourrie à la fois par la tradition militaire et la révolte « pacifiste » contre les horreurs de la guerre.

Au fur et à mesure que la tuerie se prolongeait, stérile, sans perspective d'issue prochaine, l'enthousiasme s'éteignit, les revendications sociales, refoulées par le surgissement soudain de passions ancestrales, rompirent les unanimités nationales. Ni d'un côté ni de l'autre, on ne consentait à céder, mais la résolution se mêla de résignation, puis la contrainte prit la relève de la ferveur. Propagande et idéologie se substituèrent aux sentiments authentiques.

L'une et l'autre furent adaptées d'abord et surtout aux besoins de l'arrière. Les combattants s'entretenaient le plus souvent sans se mépriser ni se haïr. Ils se sentaient parfois liés par une mystérieuse communauté de destin. Même quand ils haïssaient, ils haïssaient un être de chair et d'os, l'ennemi qu'il fallait tuer pour n'être pas tué. Les haines abstraites, qui ravagent notre siècle, sont le fait des masses urbaines, non

des soldats en ligne. Ce qu'Elie Halévy a appelé organisation de l'enthousiasme constitue un chapitre de la mobilisation civile. La nécessité était éclatante : il fallait maintenir l'unité, la volonté de lutte de la nation. La défaite devait apparaître catastrophe totale, la victoire bienfait sans mélange. Autrement dit, l'enjeu de la lutte échappait au cadre et aux règles de la diplomatie. Il ne s'agissait plus de déplacer, de quelques dizaines de kilomètres, des poteaux frontières. Des principes, sublimes et vagues, comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la guerre pour mettre fin à la guerre, apparaissaient seuls à l'échelle de la violence, des sacrifices et de l'héroïsme. C'est la démesure technique qui a mis peu à peu les idéologies à la place des buts de guerre. Des deux côtés, on prétendait savoir *au nom de quoi*, mais on ne disait pas *en vue de quoi* on se battait.

Une fois la guerre générale déclenchée, l'occasion était fatalement oubliée et l'enjeu n'avait plus rien de commun avec la cause. Toutes les relations entre les puissances d'Europe étaient remises en question. Les chancelleries retrouvaient dans leurs dossiers, les peuples dans leur mémoire griefs et ambitions.

La diplomatie secrète se donnait libre carrière. Les ministres anglais consentaient à reconnaître à la Russie la possession de Constantinople, les ministres français obtenaient de nos Alliés la reconnaissance de nos droits à l'Alsace-Lorraine. Avec l'Italie, la Roumanie, la Serbie, les grandes puissances signaient des accords secrets, qui n'étaient pas tous indéfendables, mais qui anticipaient un partage du butin autant qu'une paix conforme aux principes. Il était plus facile de proclamer que la guerre était livrée pour la défense de la liberté que de publier les résultats de négociations, qui s'entremêlaient et parfois se contredisaient.

Il n'en allait pas autrement de l'autre côté. Au temps de ses premières victoires, le gouvernement du Reich n'avait pas fait connaître les conditions qu'il imposerait aux vaincus. Mais les associations, privées et influentes, depuis les groupements industriels jusqu'à la ligue pangermaniste, lançaient les projets les plus glorieux. On se demandait si l'on annexerait la Belgique ou si l'on se bornerait à y prendre des garanties, si l'on se contenterait d'amputer la France de son empire colonial ou si l'on annexerait aussi une partie du territoire métropolitain. Tant que les dirigeants des empires centraux



espéraient une victoire totale, eux aussi refusaient de se lier à l'avance, en consignait solennellement leurs buts de guerre. Eux aussi laissaient aux intellectuels le soin de dégager les « idées de 1914 » au nom desquelles l'Allemagne menait la guerre, pour la défense et la gloire de sa culture unique.

Peut-être, au bout de deux ans, certains dirigeants du Reich et, plus encore, ceux de l'Autriche-Hongrie auraient-ils souhaité revenir des « idéologies de guerre » aux « buts de guerre », imposer silence au tumulte de la propagande et rendre la parole aux diplomates. Il était trop tard. A la note vague du 12 décembre 1916, l'Entente répliqua, le 10 janvier 1917, par une note qui ne comportait pas toutes les précisions mais qui, en suggérant la libération des Tchèques, semblait impliquer la désintégration de l'Autriche-Hongrie. L'Entente ne voulait pas consentir à une paix sans annexion ni indemnité, qu'envisageait la motion, votée par le parlement allemand, en juillet 1917. Les négociations secrètes avec l'empereur Charles, en vue d'une paix séparée, échouèrent. On continuait d'attendre le jugement des armes.

La paix de compromis se heurta, de 1914 à 1918, à des obstacles particuliers. La situation stratégique était momentanément favorable au parti qui avait le moins de chance d'arracher la victoire finale. Il est possible d'arrêter le déroulement d'une guerre quand le parti, dont la supériorité s'affirme sur les champs de bataille, se montre modéré et renonce à certains des profits, qui découleraient d'une éventuelle victoire, afin de s'épargner à lui-même la peine de réduire son ennemi. L'Allemagne avait remporté les premiers succès, les combats se déroulaient en dehors de son territoire. Elle n'en était pas moins, à mesure que les hostilités se prolongeaient, le vaincu probable, tant les ressources à la disposition de l'Entente, maîtresse des mers, dépassaient peu à peu celles du Reich, étouffé par le blocus. Autrement dit, d'après la carte des opérations, c'était l'Allemagne qui avait l'avantage; d'après les prévisions raisonnables, c'était l'Entente qui devait finalement vaincre. Ni l'une ni l'autre ne pouvait faire de grandes concessions.

Mais, en dehors même de ce motif pour ainsi dire accidentel, il était singulièrement difficile de terminer une guerre, devenue une guerre de peuples et d'idées, par une négociation de style traditionnel. Personne ne s'était lancé en 1914 dans une croisade, personne ne songeait à libérer les peuples opprimés, ni

à liquider la diplomatie secrète, ni à répandre la démocratie. Pour gagner des sympathies à travers le monde, pour maintenir le moral des nations éprouvées, on recourut à l'idéologie, et celle-ci, à partir de l'intervention américaine et de la révolution russe, joua un rôle important dans la conduite de la guerre des Alliés. On n'avait pas pris les armes pour faire triompher une certaine conception de l'existence ou de la société, mais, au fur et à mesure que montait le coût de la guerre, on se croyait obligé de grossir les bénéfices de la future victoire. On affirmait que la paix ne serait durable qu'à la condition d'être dictée souverainement, après l'écrasement de l'ennemi. Le jusqu'au boutisme a été moins l'expression d'une philosophie politique qu'un réflexe à la guerre totale.

\* \* \*

Le traité de Versailles est, beaucoup plus que ses critiques ne l'ont admis, la conséquence logique de la guerre, considérée à la fois dans ses origines et dans la signification idéologique qu'elle a progressivement acquise au cours des hostilités.

Le conflit diplomatique austro-serbe symbolisait les querelles de nationalités dans le sud-est de l'Europe. Il prit une gravité exceptionnelle dans la mesure où il compromettait l'existence de l'Autriche-Hongrie. A partir de 1917, en lançant la formule de la libération des nationalités (qui souvent n'avaient aucun désir de libération), les hommes d'Etat de l'Entente donnaient à leur entreprise un caractère révolutionnaire. Ils le firent sans calculer les suites, sans grande conviction, eux-mêmes emportés par le déchaînement de forces. L'Autriche-Hongrie n'a pas été détruite par les négociations de Versailles. La reconnaissance du Comité Masaryk lui porta un premier coup. Le rejet des offres de paix de l'empereur Charles la frappa à mort. A Versailles, on se borna à un constat de décès. Pour l'essentiel, on consacra une situation de fait, qui était l'effet moins des hommes et de leurs intentions que de la guerre elle-même et de son irrépressible dynamisme.

Certains ministres de Vienne croyaient qu'une rude leçon, donnée à la Serbie, était indispensable à la survie de la monarchie dualiste : ils avaient très probablement tort. Le fédéralisme, selon la conception de l'archiduc assassiné, constituait



la meilleure méthode pour renforcer le vieil édifice des Habsbourg, dont la guerre révéla plus encore la solidité que la précarité. Pendant deux années, les désertions furent rares, les Slaves du Sud et même les Tchèques se battirent en majorité jusqu'au bout. Masaryk eut autant de peine à persuader ses compatriotes qu'il en eut à persuader les ministres alliés. L'Autriche-Hongrie finit par succomber à l'idéologie que la durée de la guerre avait déchainée. L'issue rejoint l'origine. L'Europe des nationalités surgit d'une guerre qu'avait allumée une querelle des nationalités.

Mais cette logique des idées ne s'accordait pas avec la logique des forces. La démonstration avait été donnée que les États nationaux ne possédaient plus les ressources nécessaires à la guerre totale. Même la France et la Grande-Bretagne n'avaient soutenu leur effort qu'avec l'aide du Nouveau Monde. S'il doit y avoir une sorte d'harmonie entre la dimension des unités militaires et celle des unités politiques, la technique de combat au xx<sup>e</sup> siècle exigeait visiblement l'élargissement des unités politiques. La balkanisation de l'Europe, probablement conforme aux passions et aux idées des Européens, contredisait la tendance au gigantisme de l'économie et de la guerre.

Il y a plus. Dès que les canons avaient commencé de tonner, le problème décisif était apparu : comment faire équilibre à la puissance de l'Allemagne? Le traité vaudrait ce que vaudrait la solution donnée au « problème allemand ». Le Reich de Weimar serait-il intégré à une Europe pacifique plus aisément, plus durablement que celui de Guillaume II?

Tout dépendait d'une résignation ou d'une conversion de l'Allemagne à une attitude conservatrice. Cette sorte de résignation exigeait, au moins en une première phase de deux ou trois dizaines d'années, un mélange de contentement et d'impuissance. Le traité de Versailles créait le maximum d'insatisfaction et une impuissance transitoire. De quelque côté qu'elle tournât les yeux, vers la Pologne, vers la Tchécoslovaquie, vers l'Autriche, l'Allemagne apercevait des griefs qu'elle ne pouvait pas ne pas tenir pour légitimes. Les clauses du désarmement, la démilitarisation de la Rhénanie, la petite Entente la réduisaient provisoirement à merci, mais elles ne l'affaiblissaient pas définitivement. Ayant sauvé son unité et son industrie, elle avait du même coup conservé intacts les ressorts de son redressement. Selon le mot fameux

de Jacques Bainville, « le traité de Versailles était trop dur pour ce qu'il avait de mou, trop mou pour ce qu'il avait de dur ».

Les États petits ou moyens, dont on avait entouré le Reich, craignaient celui-ci par-dessus tout. Mais chacun avait ses intérêts, ses ressentiments, ses ambitions. Pologne et Tchécoslovaquie ne parvinrent jamais à liquider la querelle de Teschen.

Tant que le Reich fut désarmé, le système français « tint » avec une apparente solidité. Dès que le Reich reprit sa souveraineté et recommença à fourbir ses armes, chacun chercha seul son salut, avant que tous fussent entraînés par le désastre commun.

Cette évolution n'était pas fatale. Il appartenait à la France de regrouper ses Alliés, en arrêtant l'entreprise hitlérienne dès le point de départ. Mais les conséquences mêmes de la précédente guerre rendaient une telle attitude de la France improbable.

À partir du moment où la Russie était éliminée du concert européen par sa révolution et où les États-Unis se repliaient vers l'isolationnisme, le groupement vainqueur était potentiellement plus faible que le groupement vaincu. À échéance de dix ou de quinze ans, la France avait été plus affaiblie par sa victoire que l'Allemagne par sa défaite. En fait, quinze cent mille Français sacrifiés pesaient plus lourd dans la balance de l'histoire que deux millions d'Allemands. Par réflexe vital, la France, comblée, inquiète de l'avenir, satisfaite de ses biens au soleil, devait être pacifiste, plus que l'Allemagne, puissante et ligotée.

Un calcul lucide aurait montré que le meilleur moyen pour la France de maintenir et la paix et sa position, était d'imposer le respect des clauses du désarmement ou, du moins, la démilitarisation de la Rhénanie. Le pacifisme aurait dû inspirer la résistance, mais, selon la vraisemblance psychologique, il inspira le désir de satisfaire les revendications du voisin redouté. Le malheur voulut que la tentative d'apaisement, à peine consciente, fut esquissée à l'égard d'une Allemagne, qu'on n'avait plus guère de chance d'apaiser à moins de consentir à la servitude.

La première guerre avait montré que l'alliance des démocraties occidentales et de la Russie créait seule la force capable de faire équilibre à la force allemande. Sans le front russe,



sans le déplacement vers la Prusse orientale des deux corps d'armée allemands, la bataille de la Marne n'aurait probablement pas été gagnée. Pour détourner de la grande aventure le III<sup>e</sup> Reich réarmé, il aurait fallu enrôler la Russie dans le camp conservateur. La Russie communiste, sortie de la guerre mondiale, n'était pas non plus intéressée au *statu quo* et à la paix.

Que l'on considère l'équilibre des puissances ou la structure intérieure des nations, sans même parler de l'organisation économique, l'Europe de Versailles était moins stable que celle de 1914. Le découpage territorial n'avait pas mis fin aux querelles de nationalités : il avait remplacé les vieilles querelles par de nouvelles. Le nationalisme des Etats successeurs multipliait les barrières aux échanges et devenait cause d'appauvrissement pour tous. L'Allemagne était plus amère, virtuellement plus révolutionnaire, sans être privée, à long terme, de moyens d'action.

Il est évidemment impossible de savoir ce qui se serait passé si une paix de compromis avait été conclue à la fin de 1916 ou au début de 1917. On perdrait son temps à spéculer sur le passé (irréal) qui aurait été l'avenir d'une autre politique. Il reste que les faits majeurs qui sont à l'origine de la deuxième guerre mondiale, ont découlé de la prolongation hyperbolique de la première et, avant tout, de la révolution russe et des fascismes qui en ont été la réplique en Italie et en Allemagne.

La guerre détruit les institutions traditionnelles, susceptibles de freiner le mouvement, qui entraîne les sociétés occidentales vers le nivellement social et les formes collectives. Les monarchies qui se sont écroulées dans la défaite n'auraient pas empêché la « démocratisation » des régimes de l'Europe centrale, elles auraient atténué le risque des emportements passionnels, des religions séculières, des partis totalitaires. Les parlements sont d'autant plus solides qu'ils naissent par transition et consentement, et non de la violence.

Tout se passe comme si, à partir d'un certain degré, la violence s'entretenait elle-même. Pour la guerre, comme pour les matières fissibles, il y a un volume critique. Depuis 1914, l'Europe est livrée à une réaction guerrière « en chaîne ».

## CHAPITRE II

## DYNAMISME DE LA GUERRE TOTALE

Comme la première, la deuxième guerre du xx<sup>e</sup> siècle eut pour origine et pour centre l'Allemagne. Comme la première, elle s'amplifia démesurément à partir de ses origines européennes pour atteindre finalement à une extension planétaire, à un déchaînement monstrueux de cruautés et de passions, à la bombe atomique enfin, qui porta la technique de destruction à une perfection à peine rêvée. Comme la première, elle fut perdue par l'agresseur, mais, cette fois encore, le monde, après la tourmente, n'est pas converti aux valeurs pour lesquelles l'Occident a combattu. Plus encore que l'Allemagne, la démocratie, la liberté, la civilisation européennes sont victimes d'une victoire remportée en leur nom.

Mises à part ces analogies fondamentales, la deuxième guerre est comme une réplique à la première. Tout s'y déroule d'autre façon, pour aboutir à des résultats équivalents. Il n'y a pas de querelle des causes immédiates : Hitler a signé ses actes. Ce n'est pas l'équilibre approximatif des forces, comme en 1914, mais la supériorité allemande qui fit jouer la loi d'amplification. L'enjeu était encore le principe constitutif des unités politiques, mais un des camps, au moins, proclamait que le temps des Etats nationaux était révolu. Vingt ans après son triomphe, l'idée nationale appartenait déjà au passé : l'âge des empires commence. Les conséquences matérielles de la guerre créent la menace d'un nouveau conflit, non parce que le vaincu, intact et amer, guette l'instant de la revanche, mais parce qu'en Europe et en Asie, vaincus et vainqueurs, également accablés, laissent face à face les deux super-Etats périphériques.



en juillet 1914, les empires centraux ne voulaient-ils qu'un succès diplomatique, renforcé par quelques opérations locales aux dépens de la Serbie. Peut-être aurait-on pu sauver la paix, en leur accordant le succès qui les aurait satisfaits. Rien de pareil en 1938 ou en 1939. La première fois, l'agresseur voulait l'annexion des Sudètes, c'est-à-dire, en fait, la destruction de la Tchécoslovaquie. La deuxième fois, après la prise de Prague, c'était l'existence de la Pologne qui était en jeu. Il était légitime d'hésiter sur la décision à prendre, mais non de chercher une leçon dans le passé, alors que la constellation présente n'avait rien de commun avec celle d'hier.

Rétrospectivement, les données du problème apparaissent étrangement simples. L'avènement du national-socialisme signifiait le début d'une diplomatie active. Le nouveau régime procéderait au réarmement et il tenterait d'obtenir une révision des clauses territoriales de Versailles. Jusqu'où s'étendraient ses ambitions? S'assignerait-il des objectifs accessibles pacifiquement? Ou bien viserait-il si loin que les autres nations n'auraient le choix qu'entre la résistance armée ou l'abdication? En 1933, on en pouvait discuter, mais, dans les deux cas, la même règle de conduite s'imposait : ne pas accorder à l'Allemagne hitlérienne des avantages qui mettraient les puissances conservatrices hors d'état de l'arrêter sans guerre générale.

Tant que la Rhénanie était démilitarisée, la France, même seule, était capable de faire prévaloir sa volonté. A partir de mars 1936, France et Grande-Bretagne, même jointes, n'avaient plus le moyen d'empêcher, par une intervention locale, une entreprise hitlérienne. La capitulation décisive, celle qui marque une coupure dans la période 1933-1939, n'a pas été consentie à Munich, en 1938, mais à Paris et à Londres, en mars 1936.

A partir de cette date, la guerre n'était pas fatale (que signifie d'ailleurs fatalité, appliquée à un enchaînement historique?), mais elle était probable. Pour l'éviter, il aurait fallu que la coalition conservatrice disposât, à chaque instant, de forces supérieures à la coalition révolutionnaire. Mais cette supériorité, à son tour, n'aurait été acquise que par la participation constante de l'une au moins des grandes puissances dont l'intervention a effectivement entraîné l'issue victorieuse de la lutte, les Etats-Unis ou la Russie soviétique. Or, Roose-



d'équilibre possible en Europe. Par quel miracle un régime, voué à un dynamisme indéfini, se serait-il arrêté à moitié chemin?

En vérité, dès 1939, il n'y avait plus qu'une carte à jouer : celle de l'opposition « nationale » à l'intérieur du III<sup>e</sup> Reich. Les opposants s'émerveillaient des résultats obtenus et s'interrogeaient avec angoisse sur les suites. On sait aujourd'hui qu'à la veille de Munich certains généraux avaient décidé de renverser Hitler plutôt que de déclencher une guerre générale. Que se serait-il passé si les démocraties avaient dit « non » jusqu'au bout? Quel crédit convient-il de faire au général Halder et autres conjurés? On n'aura jamais de preuve décisive dans un sens ou dans un autre. Le fait est que seule la substitution d'une Allemagne, nationaliste mais non révolutionnaire, à l'Allemagne national-socialiste offrait encore, à partir de 1936, une chance de paix. Une Allemagne traditionnelle, autoritaire ou démocratique, pouvait être satisfaite, non une Allemagne hitlérienne.

On s'explique aisément que les origines immédiates de la deuxième guerre aient soulevé peu de controverses et de passions. La première était sortie d'un « raté diplomatique ». On devait discuter indéfiniment sur la probabilité plus ou moins grande de l'explosion, au cas où la crise de Sarajevo eût été pacifiquement résolue. La deuxième est sortie de l'entreprise hitlérienne de conquête. Elle aurait pu éclater un an plus tôt, si les démocraties avaient décidé de se battre pour la Tchécoslovaquie, elle aurait pu éclater plus tard si les démocraties n'étaient pas venues au secours de la Pologne. Mais on ne voit ni comment l'Allemagne hitlérienne aurait pu s'arrêter d'elle-même, ni comment France et Grande-Bretagne auraient pu sauver leur indépendance sans l'arrêter c'est-à-dire sans se battre. Dès lors, la vraie question concerne les causes lointaines. D'où a surgi l'Allemagne hitlérienne et sa volonté d'empire? Pourquoi les Etats conservateurs ont-ils laissé au César germanique le temps d'accumuler assez d'armes, non pour vaincre mais pour s'ensevelir sous les ruines d'une civilisation?



Les penseurs de l'Occident avaient tiré des événements tragiques de 1914-1918 la leçon que la guerre moderne ne



1941-1942, des centaines de milliers de prisonniers russes. Alors qu'à l'Ouest les armées allemandes s'étaient conduites « correctement » à l'égard des populations et que l'on n'avait pas cherché à alourdir le poids de l'occupation, à l'Est la Pologne avait été soumise au régime impitoyable du gouvernement général et les territoires russes occupés connurent rapidement le règne de la terreur. Parmi toutes les folies que commirent les Hitlériens, il n'y en eut pas dont les répercussions furent plus funestes pour les criminels eux-mêmes. Les Allemands furent finalement victimes de la fureur qu'ils avaient allumée.

Bombardements stratégiques, déportations de travailleurs, guérilla, terreur, police, cette amplification de la violence découle logiquement d'une guerre impériale, menée avec les armes de l'industrie moderne. Mais ce déchaînement du monstre n'impliquait pas encore l'extermination, froidement décidée, scientifiquement organisée, de six millions de Juifs, il n'impliquait pas les camps de concentration ou, du moins, les procédés sadiques de dégradation et de mort lente. On ne saurait retirer aux Hitlériens le triste mérite d'avoir prévenu et dépassé les exigences de la guerre totale. En 1871, Renan annonçait que les passions raciales ramèneraient l'humanité aux guerres zoologiques : nous y sommes.

\* \* \*

Quand on embrassait d'un seul regard, en 1940, l'ensemble de l'entreprise hitlérienne, on avait l'impression d'un plan élaboré à l'avance et méthodiquement appliqué. En une première phase, l'Allemagne réarme ou affecte bruyamment de réarmer, pour détourner la France d'une réplique militaire. Avant même que ce réarmement ait mis la *Wehrmacht* en état de combattre, on envoie des contingents en Rhénanie, comptant à juste titre sur l'aveuglement britannique, le pacifisme français et l'imbroglio diplomatique des sanctions contre l'Italie. A partir de ce moment, les démocraties occidentales n'auront à chaque fois d'autre choix qu'entre la capitulation et le risque de guerre générale. En février 1938, on procède, en toute sécurité, à l'annexion de l'Autriche. La Tchécoslovaquie, tournée, isolée, tombe en septembre 1938 après un simulacre de résistance de la France et de la Grande-Bretagne. On ébauche la ligne Siegfried, destinée à décourager



Même la première phase de l'entreprise, au premier regard ordonnée par la théorie et la technique impériale, est plutôt définie par une constante bonne fortune que par la rigueur de la stratégie. Hitler appliquait, en toute conscience, la vieille règle de la sagesse des nations : liquider ses adversaires l'un après l'autre. Il s'efforça, non sans succès, de s'assurer une avance dans la mobilisation de ses troupes ou même de ses usines. Confiant dans l'efficacité des moyens modernes d'offensive, il comptait que la mobilisation anticipée lui permettrait de vaincre décisivement des adversaires qui n'auraient pas eu le temps de rassembler leurs forces : conception, selon la coutume rétrospective, qui se proposait de réussir l'opération qui avait échoué d'aussi peu en septembre 1914. Ainsi le maître du III<sup>e</sup> Reich, à la stupéfaction de ses généraux, élimina sans un coup de fusil Autriche et Tchécoslovaquie, liquida à peu de frais Pologne, Hollande, Belgique et France<sup>1</sup>.

Mais le secret de ces triomphes était moins militaire ou politique que psychologique. Quand, en 1935, Hitler proclama qu'il ne reconnaissait plus les clauses militaires du traité de Versailles, l'Allemagne était sans défense. La supériorité de Hitler sur ses généraux tenait à sa compréhension intuitive des foules et des peuples. Il était convaincu que la France ne bougerait pas et il avait raison. Les contingents de la *Wehrmacht* qui pénétrèrent dans la zone démilitarisée, en mars 1936, avaient ordre de se retirer si l'armée française franchissait les frontières du Reich. Le Führer avait dû faire cette concession au grand état-major, mais c'est lui qui appréciait exactement l'état d'esprit des Français. En 1938, le général Beck avait démissionné quand Hitler avait révélé ses projets relatifs à l'Autriche et la Tchécoslovaquie. De tels projets conduisaient fatalement à une guerre mondiale, affirmaient les généraux d'ancien style, nationalistes mais chrétiens, qui redoutaient l'aventure pour l'Allemagne surtout mais aussi pour la civilisation européenne.

En 1938, à Munich, pour la dernière fois, Hitler eut raison et remporta un succès pacifique. Les événements avaient démenti les craintes des professionnels, confirmé l'optimisme

1. A l'Ouest, la supériorité des armées allemandes, sauf en matière d'aviation, était moins quantitative que qualitative. Même en fait de chars d'assaut, les Français furent surclassés par suite de l'infériorité moins du nombre que de la tactique et de l'organisation.



il maintenait la coalition qui devait abattre Hitler et le III<sup>e</sup> Reich, il commençait à peine de songer aux conflits de la succession.

Peut-être la cause profonde de la politique suivie par les puissances occidentales n'est-elle ni la crainte d'une défection de Staline, ni les illusions sur l'Union Soviétique mais la volonté d'écraser totalement l'ennemi.

On n'avait nul besoin du concours soviétique pour vaincre le Japon : en 1944 probablement, au début de 1945 en tout cas le Mikado était prêt à reconnaître la défaite en une paix négociée. Mais, pour obtenir la capitulation tout en évitant le débarquement dans les îles japonaises, on sollicita et obtint à Yalta la promesse de l'intervention russe en Extrême-Orient. Même en Europe, les Anglo-Saxons redoutaient que Staline ne leur laissât la tâche d'achever la destruction des armées allemandes. On se sentait faible, face à Staline, parce qu'on visait un objectif que l'on aurait difficilement pu atteindre sans lui. Mais pourquoi s'était-on fixé un tel objectif?

Les Occidentaux avaient intérêt à affaiblir non à anéantir l'Allemagne. Eux qui souhaitaient rétablir des régimes conservateurs ne devaient pas souhaiter que le Reich résistât jusqu'à la mort. Or, ils ne firent rien pour détacher du régime les milieux d'opposition, rien pour laisser entrevoir aux généraux ou aux simples combattants une autre issue que la reddition pure et simple. Ils agirent comme s'ils avaient pour but de cimenter, en un bloc unique, les nationaux-socialistes et la nation, c'est-à-dire qu'ils agirent au rebours de toute raison.

En dehors même de la rivalité prévisible des Grands, l'attitude adoptée à l'égard de l'Allemagne n'était guère justifiable. Si les vainqueurs avaient eu réellement l'intention de supprimer l'Allemagne en tant qu'Etat indépendant, de l'intégrer à un empire ou à une fédération, l'écrasement du vaincu aurait pu passer pour nécessaire. Rien de pareil dans ce cas. Il n'était pas question de rétablir une fédération, comme au temps de la guerre de Sécession. Il n'y avait pas d'Etat national en Europe susceptible de maintenir en permanence l'Allemagne enchaînée. En vérité, les puissances non révolutionnaires, même si une nouvelle entreprise impériale ne s'était pas profilée à l'horizon, devaient, pour elles-mêmes, épargner un ennemi, membre indispensable de la communauté européenne. Que les Occidentaux aient, en fait, encouragé les



Allemands à poursuivre une lutte sans espoir, ne s'explique que par l'entraînement, semble-t-il irrésistible, de la guerre totale. Pour qu'elle soit la dernière, on la mène à son terme. Parce qu'on la mène à son terme, on suscite la suivante.

On ne sait quelle influence la formule de la « capitulation sans conditions » a effectivement exercée sur le cours des événements. Personne ne peut affirmer qu'une autre diplomatie alliée aurait évité les neuf derniers mois de guerre, qui ont lourdement hypothéqué la paix. Il est possible que la conspiration du 20 juillet aurait échoué de la même façon avec ou sans *unconditional surrender*. Il est possible que Hitler eût été fidèle, en tout état de cause, à l'engagement, pris à l'égard de son peuple et de lui-même, de ne jamais se rendre. Du moins aurait-on pu aider l'opposition intérieure, en Allemagne, au lieu de la décourager.

On suggère aujourd'hui qu'une autre diplomatie n'aurait rien changé. On avait bien obtenu de Staline quelques promesses relatives aux pays libérés : il ne les a pas tenues. On aurait pu, en contre-partie du *lease-lend*, collectionner quelques promesses supplémentaires. En quoi auraient-elles protégé la Pologne ou la Roumanie de la soviétisation? De même, on concède que les grands chefs militaires américains s'étaient trompés sur les perspectives de la campagne contre le Japon. Ils redoutaient une résistance farouche d'une armée, pour l'essentiel intacte, et ils estimaient à quelques centaines de milliers d'hommes les pertes probables des troupes de débarquement. Ils n'avaient pas tenu compte de la bombe atomique qui, au temps de Yalta, n'était encore qu'à l'état de projet, ni de l'empereur qui, face à des villes en ruines, à une flotte de guerre à peu près anéantie, dans des îles coupées de toute relation maritime avec l'extérieur, eut la force d'imposer aux jusqu'aboutistes même la capitulation sans conditions. Mais, ajoute-t-on, cette erreur de calcul reconnue, qu'y aurait-il eu de changé? Au premier indice de capitulation japonaise, l'armée russe n'en aurait pas moins envahi la Mandchourie, transféré l'outillage en Russie et les armes japonaises aux communistes chinois?

Il est bien clair qu'avec ou sans l'assentiment de l'Occident, les maîtres du Kremlin auraient tenté de jouer le jeu qu'ils ont effectivement joué. Mais ils n'auraient pu le jouer en Extrême-Orient si le Japon avait reconnu sa défaite avant la fin des hostilités en Europe. De toute manière, la partie

n'aurait-elle pas été plus difficile s'ils avaient été incapables de camoufler leur entreprise en se réclamant de l'unité des trois Grands? Combien la position diplomatique et morale des Occidentaux n'aurait-elle pas été renforcée, si la soviétisation de la Pologne et de la Roumanie était apparue, dès le point de départ, comme la violation d'un engagement et une preuve d'impérialisme? Enfin, si l'on avait été conscient du péril, pourquoi n'aurait-on pas cherché à prévenir, à l'est de l'Europe, l'arrivée des troupes soviétiques, en adoptant le plan d'invasion par les Balkans?

La seule justification des hommes d'Etat occidentaux, c'est que leur conduite de la guerre a été caractéristique des démocraties en notre siècle : ils ont obéi passivement au dynamisme de la guerre hyperbolique. Ils ont édifié les mythes de propagande les plus simples, les plus convaincants : toutes les Nations Unies appartenaient au camp des justes, le mal était incarné par l'ennemi. Incapables de songer à la paix, qui suit la guerre et qui en est le but véritable, ils ont été jusqu'au bout des destructions, sans effort pour détacher de la clique hitlérienne le peuple allemand, sans précaution contre l'allié dont les ambitions n'étaient guère plus mystérieuses que celles de Hitler. Le jour où les illusions de la propagande furent dissipées et où les gouvernants de Londres et de Washington furent soutenus par l'opinion dans leur volonté de résistance, on avait perdu les bénéfices de la victoire : l'Est de l'Europe soviétisé, l'Allemagne coupée en deux, les communistes chinois armés par les soins des troupes soviétiques. La deuxième guerre avait jeté les bases de la troisième.

Dans ce cas comme dans le précédent, on ne saurait dire que l'aboutissement fût illogique par rapport aux origines. En 1914 les querelles de nationalité avaient mis le feu à l'Europe : l'Europe des nationalités sortit du brasier. En 1939 la volonté allemande d'empire avait précipité l'Europe dans une nouvelle guerre inexpiable. Contre l'occupant, les patriotismes se réveillèrent et les vainqueurs rétablirent les indépendances nationales. Restauration plus apparente que réelle. A l'est, les Etats libérés sont soumis à la loi de l'Union Soviétique et de ses agents, les partis communistes. A l'ouest, ils payent l'isolement par l'impuissance et cherchent à tâtons une organisation supra-nationale qui respecterait leur fierté.

Cette Europe divisée en deux par l'influence actuelle des



### CHAPITRE III

## LE MYTHE LÉNINISTE DE L'IMPÉRIALISME

L'opposition des sociétés industrielles et des sociétés militaires paraissait à beaucoup de sociologues du siècle dernier une vérité acquise. L'accord s'étendait de Saint-Simon à Spencer : les sociétés fondées sur le travail pacifique et l'échange représentaient un type opposé à celui des sociétés que domine la caste militaire et qu'inspire l'ambition de conquête. L'Europe sait aujourd'hui que l'industrie, bien loin d'empêcher la guerre, donne à celle-ci une ampleur illimitée.

Les philosophes de l'histoire, en notre siècle, consciemment ou inconsciemment, ont pris ce fait pour centre de leur réflexion. La lecture de Thucydide, en 1914, avant celle de Spengler, a suggéré à Toynbee une théorie comparée des cultures. Le succès de *Study of History* tient, pour une large part, au fait que cette œuvre monumentale donne une interprétation de la phase présente de « troubles ».

Cette interprétation, au regard des foules, a une faiblesse : elle ne propose pas de remèdes. Elle incite à attendre la paix de l'épuisement même de la violence, d'un empire universel qui soumettra à sa loi les Etats batailleurs. Seule la conception, qui se réclame du marxisme, joint à une explication une règle d'action. Les sociétés industrielles, nous dit-on, seraient pacifiques si elles n'étaient pas capitalistes. Ce sont les contradictions internes d'un régime, lié à la propriété privée et au marché libre, qui condamnent les nations à l'impérialisme et, lorsque le partage de la planète est achevé, à des heurts sanglants.



La théorie a pris des formes multiples, dans l'œuvre de Rosa Luxembourg, de Boukharine, de Lénine, d'autres encore.



Mais les idées directrices, communes aux uns et aux autres, se ramènent à quelques propositions: 1° L'économie capitaliste, par sa structure même, est incapable d'absorber sa propre production<sup>1</sup>, de telle sorte qu'elle est vouée à l'expansion, sans même que les individus prennent conscience du mécanisme qui les entraîne. 2° La ruée des nations européennes vers les territoires d'outre-mer, vers l'exploitation coloniale, est une suite fatale de la concurrence. En Afrique, en Asie, en Océanie, les Européens sont en quête de matières premières, de débouchés pour leurs produits, de placements pour leurs capitaux excédentaires. La période de l'expansion coloniale marque une phase du développement capitaliste, caractérisée par la prédominance du capital financier et la puissance des monopoles. 3° Les guerres européennes sont l'aboutissement fatal de l'impérialisme, elles ont pour enjeu réel le partage de la planète, même quand elles ont pour occasion quelque querelle européenne. Elles sont précipitées par la disproportion croissante entre métropoles et empires coloniaux, par l'avènement du temps du monde fini. Ayant atteint aux limites de la planète, la volonté de puissance qui poussait les capitalistes aux quatre coins de l'univers se retourne contre elle-même.

Cette théorie jouit, même dans les milieux non marxistes, d'un prestige extrême. Elle est satisfaisante pour l'esprit. Elle rend compte d'un certain nombre de faits. La Grande-Bretagne, puis les Etats-Unis, ont pris, au Proche-Orient, un intérêt à la mesure des ressources pétrolières du sous-sol. La guerre des Boers a quelque lien avec les mines d'or d'Afrique du Sud et la propagande menée à Londres par les représentants des grandes compagnies. Les nations d'Europe se sont taillé des empires en Afrique dans les vingt dernières années du siècle dernier, alors que les principaux pays (Angleterre exceptée) revenaient au protectionnisme. Les grands trusts allemands du charbon et de l'acier ont financé, avant 1914, la campagne de presse en faveur d'un programme ambitieux de constructions navales, comme ils ont financé, avant 1933, le national-socialisme, comme certains trusts américains sont intervenus pour « torpiller » les conférences du désarmement. La guerre a abouti à une nouvelle répartition des colonies

1. C'était là surtout l'idée de Rosa Luxembourg, que Lénine n'acceptait pas sous cette forme simplifiée.

*Encombre  
melle dans  
proposés avec  
cette forme  
qui n'est pas  
dans le programme*



légitimes des pays tiers. De telles inquiétudes renforçaient la rivalité diplomatique, soumise à une règle non écrite selon laquelle aucun Etat ne saurait s'agrandir sans que ses pairs aient droit à une compensation.

L'excédent, essentiel et permanent, de la production sur le pouvoir d'achat n'est pas nécessaire pour que les économies nationales s'engagent dans la course aux marchés. Il suffit qu'un secteur de l'industrie produise plus que le marché intérieur ne consent à absorber. En théorie, des transferts de moyens de production permettraient de réduire la disparité et de fournir aux consommateurs les biens qu'ils désirent. Mais ces transferts, faciles dans l'abstrait, sont pénibles et coûteux en réalité. Les industries lourdes tendent naturellement à croître afin de profiter des bénéfices de la grande série. A chaque époque, elles écoulent une partie de leur production au dehors : elles sont normalement en quête de débouchés.

L'impérialisme surgirait du jour où l'on emploierait la violence pour ouvrir ces débouchés et où, du même coup, on recourrait à des pratiques d'un âge antérieur à celui du capitalisme<sup>1</sup>. Celui-ci n'élimine pas entièrement l'influence de la force sur les relations économiques. Qu'il s'agisse de contrats entre employeurs et employés, sociétés de distribution et producteurs paysans, compagnies minières et travailleurs indigènes, l'inégalité des parties en ressources, matérielles et morales, modifie les termes des accords au profit du plus fort. Malgré tout, les sociétés occidentales pacifiaient de plus en plus la vie économique en la soumettant aux lois impersonnelles du marché. L'effort d'enrichissement par la conquête serait caractéristique des sociétés militaires; plus une nation conserve l'empreinte féodale (Allemagne, Japon), plus elle incline à l'impérialisme.

Certaines institutions favorisaient, en notre siècle, ces survivances.

Cartels et trusts ont, au moins en partie, pour fonction d'influencer par leur puissance les conditions de l'échange. Par les droits de douane ils se réservent le marché intérieur sur lequel ils écoulent leurs produits à un prix au moins égal à celui du producteur marginal. Ils sont ainsi en mesure de

1. Cf. J. Schumpeter, *Zur Soziologie des Imperialismus*, *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 1918-1919.



et les soumettent à une hiérarchie ordonnée au seul impératif de l'action collective et du rendement. L'industrie provoque le même arrachement. La discipline des usines n'est pas celle de la caserne; l'ouvrier, en dehors de son lieu de travail, continue d'avoir une vie de famille. Malgré tout, la ressemblance n'est pas douteuse et les camps de travail, dans l'Allemagne en guerre ou dans la Russie des plans quinquennaux, soulignent la similitude jusqu'à l'horreur.

L'évolution du capitalisme, au cours de la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> et des premières années du XX<sup>e</sup> siècle, avait ouvert une autre perspective. L'humanisation du travail industriel n'était pas impossible. L'élévation du niveau de vie permettait de rendre à l'ouvrier l'existence personnelle dont l'avait privé la phase de l'accumulation initiale, celle de la houille, du textile et de la métallurgie. Les quartiers ouvriers, en Suède, en Allemagne ou en certaines agglomérations récentes d'Angleterre n'évoquaient plus les « damnés de la terre ». Une part au moins du prolétariat accédait peu à peu à des conditions de vie décentes. Un encadrement social se dessinait. L'embourgeoisement atténuait l'isolement du travailleur ou l'amorphie des masses. L'armée industrielle rentrait peu à peu dans la société civile.

Les guerres n'ont pas arrêté la montée ouvrière. A certains égards, dans certains pays, elles l'ont accélérée. Mais elles ont fait surgir un danger que la bourgeoisie, à l'époque de sa splendeur, ne concevait même pas : la société tout entière soumise à la loi de l'organisation militaire. Au moment où le progrès économique aide à guérir une partie des maux imputables à la technique, les guerres ont entraîné la mobilisation totale des collectivités.

Le règne de la bourgeoisie risque demain d'apparaître comme une transition précaire entre l'ordre militaire des aristocraties et l'ordre militaire des technocraties.



La première guerre du xx<sup>e</sup> siècle a été plus coûteuse que celles du siècle passé (mais non pas probablement, pour la France, que celles de la Révolution et de l'Empire), elle n'a pas infligé aux peuples de l'Europe des blessures inguérissables. Si la guerre devait être considérée, selon la théorie de certains sociologues, comme une manière d'éliminer les excédents de population, il faudrait dire qu'elle est, à cet égard, singulièrement peu efficace. Epidémies, guerres civiles, déportations fauchent les vies humaines avec une autre rapidité.

Mises à part la Russie et l'Allemagne, les autres pays d'Europe furent moins atteints par la deuxième guerre que par la première. Les pertes totales de la France, environ 800.000 (déficit probable des naissances compris) furent comblées en moins de trois années par les excédents des naissances. Les pertes directes des Etats-Unis furent démographiquement insignifiantes (quelque 250.000) : l'accroissement de la population se poursuivit à travers les hostilités. On a observé en Europe occidentale, au cours des années qui suivirent la guerre, une augmentation de la natalité, qui avait commencé déjà durant les hostilités. Au rebours de tous les raisonnements, mais selon un instinct plus profond que les raisonnements, l'angoisse des catastrophes ranime la volonté de vivre. Les pays qu'assiste le plan Marshall, comptent environ 10 % de bouches à nourrir de plus qu'avant 1939.

Il s'agit, il est vrai, des pays qui n'ont pas connu les horreurs de la guerre totale. La Grande-Bretagne a été bombardée<sup>1</sup>, non pas envahie. Elle n'a pas livré sur le continent des batailles comparables à celles des Flandres. Les armées américaines ont disposé, à chaque instant, d'une telle supériorité de moyens matériels qu'elles furent, en général, prodigues de munitions et économes de sang. Les grandes rencontres aéro-navales étaient livrées et gagnées par quelques milliers de combattants. Les conquêtes sanglantes de quelques positions stratégiques (Okinawa) exigèrent l'engagement de quelques dizaines de milliers d'hommes. Seules l'Allemagne et la Russie ont été jusqu'au bout de la guerre continentale. Seule la Pologne a subi les rigueurs extrêmes de l'occupation et tenté une insurrection populaire générale. Seule la Yougoslavie a connu

1. En 1942, les accidents de circulation causèrent plus de morts (6.926) que les bombardements (3.221) et plus de pertes (147.544) que le total des pertes des forces armées, au cours des deux premières années de la guerre (145.012).



canons et en chars d'assaut. Enfin, le non-entretien du capital, maisons, terres, usines, est une autre manière de réduire la consommation de la collectivité. Il en résulte un appauvrissement temporaire durant la phase de reconstruction, parfois un appauvrissement durable si certains éléments du capital (maisons, châteaux) ne sont jamais plus restaurés.

Ce mode de financement explique les constatations auxquelles conduit la comparaison des revenus nationaux, avant la guerre et dix ans après celle-ci. La richesse collective, du moins celle qui se traduit en chiffres, n'apparaît atteinte que par la réduction du capital, placements extérieurs et valeur de certains éléments du capital intérieur. Une crise, comme celle qui sévit en France de 1930 à 1938, coûte à une nation, en termes économiques, aussi cher qu'une guerre. Si l'on compare ce qu'aurait produit l'économie française, en supposant un emploi total et une expansion normale, et ce qu'elle a effectivement produit, la différence monte à un chiffre de milliards qui n'est pas moins astronomique que celui des dépenses de guerre. L'indice de production industrielle était, en 1938, inférieur de 20 à 25 % à celui de 1929 : il aurait dû être de quelque 10 à 15 % supérieur.

Ainsi s'explique que les économies, dont la capacité de production est très extensible, puissent ravitailler les armées sans que les dépenses de la population civile soient sérieusement amputées. Tel fut le cas des Etats-Unis. L'appareil industriel fabriqua en série les instruments de combat, tout en continuant de mettre à la disposition des civils la plupart des produits manufacturés<sup>1</sup>. L'agriculture aussi fut capable d'accroître les récoltes dans une telle proportion que, tout en ravitaillant une partie du monde, les autorités de Washington purent se passer de presque toutes les mesures de rationnement. En 1945, les Etats-Unis se retrouvaient plus, et non moins, riches qu'en 1939, avec un outillage accru de quelque 50 %. La seule charge, héritée de la guerre, semblait l'augmentation de la dette publique. Et encore, le service des intérêts n'entraînait pas de transferts de revenus susceptibles de menacer soit la monnaie soit le fonctionnement du système.

Le cas des Etats-Unis est, à beaucoup d'égards, incom-

1. On cessa de fabriquer les biens de consommation durable : automobiles, machines à laver, frigidaires, etc.

parable à celui des Etats européens. Les opérations se déroulèrent loin de leur territoire, et la réserve de capacité productive se révéla énorme. Pourtant, en Europe aussi, on pourrait reprendre les mêmes comparaisons de revenu national qu'au lendemain de la première guerre. Cinq ans après la fin de la deuxième guerre, la production agricole a rejoint approximativement le volume d'avant-guerre, la production industrielle l'a largement dépassé, les salaires réels sont supérieurs à ceux d'il y a dix ans dans la plupart des pays. Même en Allemagne, en dépit de villes en ruines, de millions d'émigrés, deux ans après la réforme monétaire l'activité économique se rapproche des indices de 1936.

Pourtant, la formule banale : l'Europe s'est détruite elle-même par les deux guerres mondiales, n'est pas réfutée par ces constatations. Les chiffres que nous avons indiqués jusqu'à présent, témoignent simplement contre un mode de considération grossier.

Même si l'on s'en tient aux quantités globales, les conclusions, auxquelles nous sommes arrivés, appellent une série de réserves. L'extermination des populations entières, le génocide, pour reprendre l'expression des Nations Unies, dont Hitler a donné l'exemple, nous ramène aux âges sombres. Ce n'est plus la bataille elle-même mais la fureur du vainqueur qui met en danger l'existence physique des peuples. Au lendemain de la première guerre, à l'heure où les Allemands se révoltaient contre les exigences des Alliés, Delbrück s'écriait : « Qu'ils nous fassent ce qu'ils veulent, il est une chose qu'ils ne peuvent pas faire : nous tuer. » Il supposait la civilisation. Tout ce qui est matériellement possible l'est aujourd'hui moralement. Or, il est matériellement possible de tuer des millions d'êtres sans défense, de sang-froid, scientifiquement.

Les Hitlériens ont révélé au monde les chambres à gaz, les Staliniens les déportations sur une grande échelle. Si l'on a anéanti ou dispersé, par cette méthode, les populations de républiques autonomes, personne ne saurait exclure que, pendant ou après une troisième guerre, des peuples de vieille civilisation soient anéantis ou dispersés. Enfin, sans retenir toutes les prophéties d'apocalypse auxquelles se complaisent certains savants, il est de fait qu'une seule bombe atomique exterminait quelques dizaines de milliers de personnes. Au cours d'une troisième guerre, les pertes humaines dépasseraient peut-être la capacité de récupération des nations.



Il offrait une perspective d'intégration pacifique aux ouvriers, à demi exclus de la collectivité.

Les nations occidentales, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, époque de leur épanouissement, combinaient des morales différentes, comme elles englobaient des classes, rivales mais non ennemies. La morale du succès matériel, si elle régnait seule, condamnerait les sociétés à une dissolution rapide. L'armée n'a une âme que par le culte des valeurs héroïques. L'administration ne sauvegarde son intégrité que par le sens du service public. Artisans et ouvriers doivent croire à une éthique du métier, entrepreneurs, commerçants, bourgeois souscrire aux règles légales comme à des impératifs inconditionnels. La guerre exalte d'abord, mais fausse ensuite, le culte de l'héroïsme qui, en temps de paix, se transforme trop souvent en romantisme de la violence, elle multiplie le goût de la spéculation qui, en aggravant la fluidité des conditions, rend la richesse moins respectée parce que moins respectable, la pauvreté plus difficile à accepter parce qu'effectivement moins acceptable, elle dévalorise les morales professionnelles, celle de l'ouvrier comme celle de l'entrepreneur, elle brasse les individus, bouleverse les relations ordinaires de la hiérarchie, aiguise l'impatience des revendications, tout en réduisant les ressources pour les satisfaire, efface les traditions. Elle prépare la table rase sur laquelle s'élèvera l'Etat totalitaire.



Les guerres ressemblent toujours aux sociétés qui les livrent. Entre les outils et les armes, entre les relations de classes et la structure des armées, apparaît, à travers les siècles, une convenance réciproque. Un mode de vie en commun se reflète ou s'exprime dans un certain art des combats, comme ce dernier, par un choc en retour, modifie celui-là. L'âge d'or de la chevalerie fut celui où les cavaliers, bardés de fer, dominaient les champs de bataille. Les arquebusiers, qui donnaient la mort à distance, à la grande indignation des tenants de la noblesse, préparaient la ruine de la féodalité, consommée le jour où les châteaux forts furent abattus en quelques jours par l'artillerie des armées régulières. Ils annonçaient la démocratie.

Au XX<sup>e</sup> siècle, le citoyen se transforme en combattant le jour où les cloches des églises sonnent le tocsin. On n'accepte-



grandit, on se rapproche d'un certain type d'Etat, que le III<sup>e</sup> Reich et plus encore l'Union Soviétique réalisent idéalement. Les Etats totalitaires se veulent capables d'accomplir n'importe quelle tâche, si grandiose ou monstrueuse soit-elle.

La première étape de la marche vers l'Etat illimité est marquée par la substitution de l'unité à la pluralité, en fait d'institutions publiques ou semi-publiques : on élimine l'opposition, la rivalité des partis, des propagandes, des syndicats ouvriers, la liberté des élections. Tous les organismes, développés dans les sociétés libérales afin de permettre aux intérêts de se défendre, aux déshérités de se faire entendre, aux gouvernés de résister à certains abus, prennent une signification contraire et deviennent les instruments du pouvoir. Les syndicats uniques transmettent les ordres d'en haut et non plus les revendications d'en bas. Le parti unique se tient pour possesseur définitif et non plus pour gestionnaire provisoire du gouvernement. L'administration, au lieu d'être fière de son impartialité, publie désormais sa fidélité au parti, confondu avec l'idéologie officielle.

Les Etats autoritaires du xx<sup>e</sup> siècle n'ont même pas tous réalisé intégralement le type idéal de l'Etat partisan (qui n'est pas encore l'Etat totalitaire). Le régime de Franco, en Espagne, ne comporte pas, à proprement parler, de parti unique. Le fascisme italien réservait au parti le monopole ou le quasi-monopole de l'activité politique, mais non du recrutement des fonctionnaires ou des dirigeants de l'industrie ou de la banque. Il recouvrit la structure ancienne de la société, sans la bouleverser. Le national-socialisme n'eut pas le temps d'aller au-delà de la « mise au pas » des anciennes organisations. Ni l'administration publique, ni la direction de l'économie, ni les cadres de l'armée ne devinrent essentiellement hitlériens. Beaucoup de personnes s'inscrivirent au parti, par conviction, opportunisme ou prudence. Il n'y eut pas, faute de temps, une véritable unification de la classe dirigeante. La création d'une bureaucratie hitlérienne, chargée en principe des mêmes fonctions, à côté de la bureaucratie traditionnelle (par exemple le bureau national-socialiste des affaires étrangères), marquait la persistance d'une dualité entre le parti et l'Etat, la révolution et le pouvoir, l'Allemagne héritée et l'Allemagne rêvée.

Le bolchevisme a remporté la victoire en une guerre civile qui a éliminé, par la mort ou l'émigration, une importante

fraction des anciens privilégiés. Les dirigeants des entreprises industrielles, des syndicats, des kolkhozes doivent tout à l'Etat et ne sauraient rien lui refuser. Plus de trente ans se sont écoulés depuis l'effondrement du tsarisme : l'élite soviétique ne comprend plus guère de « ci-devant » et même les fils de ces derniers n'y sont qu'une minorité. L'unification de la classe dirigeante a été poussée plus loin que partout ailleurs.

L'Etat partisan tend au totalitarisme au fur et à mesure qu'il absorbe en lui la société elle-même et ne tolère plus d'activité, individuelle ou collective, qui lui soit extérieure. La répartition de tous les privilégiés en une hiérarchie stricte, leur subordination à un chef suprême, prolonge une tradition proprement russe et, en même temps, serait susceptible d'une diffusion universelle, tant l'absolutisme des techniciens en notre siècle, l'absolutisme de la bureaucratie en tous les siècles apparaît comme une réponse, grossière mais commode, aux nécessités de la vie en commun. En ce sens, l'Etat totalitaire ne présenterait guère d'originalité : il serait la forme prise par le despotisme administratif à l'époque de la civilisation industrielle. Cette interprétation n'est pas fautive, mais elle est insuffisante. Si elle était juste, l'Etat nouveau tendrait, de lui-même, à la stabilisation, comme le suggère la formule trotskyste du thermidor stalinien. On note de multiples phénomènes qui peuvent passer pour symptômes de cette évolution. Le renforcement de la hiérarchie, l'accentuation des signes extérieurs de la discipline dans l'armée, l'ouverture de l'éventail des rémunérations, le rétablissement de droits universitaires très élevés pour les deux dernières années de l'enseignement secondaire et pour l'enseignement supérieur, confirment la volonté de la classe dirigeante de conserver et de transmettre ses privilèges. Un tel ordre social, contraire à l'idéal occidental, en particulier à l'idéal de la gauche européenne, ne suspendrait pas sur l'humanité entière une menace mortelle.

Ce qui suscite l'étonnement, c'est la permanence de la police, de la terreur, de la révolution, plus de trente ans après la victoire. Les explications ne manquent pas et nous les avons nous-mêmes utilisées au cours des chapitres précédents. Les hommes du pouvoir sont obsédés par leur propre idéologie, qui leur révèle un monde environnant peuplé d'ennemis voués à la destruction de la patrie socialiste. Une bureau-



cratie doit se justifier par son œuvre : un avenir radieux, à l'horizon de l'histoire, est indispensable pour équilibrer les souffrances des générations sacrifiées. Les rigueurs de la période d'équipement, que l'Occident a connues sous des formes différentes, exigent la fermeture des frontières, l'interdiction des échanges entre l'Occident capitaliste, corrompu mais à niveau de vie élevé, et la Russie, à niveau de vie encore bas, absorbée en une tâche gigantesque de construction industrielle.

Ces explications rationnelles, c'est-à-dire qui prêtent aux acteurs des motifs raisonnables, laissent une marge mystérieuse. La collectivisation, qui coûta des millions de morts et une famine atroce, fut-elle rationnelle? L'épuration de 1936-1937, qui décapita l'armée et l'industrie, fut-elle rationnelle? La rationalité, en tout cas, ne se rapporte pas à l'intérêt actuel de l'Etat ou du régime, mais au but ultime que fixe la doctrine elle-même. Mais quel est le but qui exige tant de morts?

\*\*\*

Un parti qui s'empare du pouvoir par un coup de main, qui ne compte dans le pays qu'un faible nombre de partisans, est condamné à manier brutalement l'appareil étatique contre ses adversaires. Il reprend, pour ses fins propres, la police secrète qu'il dénonçait naguère. Le nombre des suspects est infiniment plus grand qu'à la veille de la révolution. Le régime traditionnel était accepté par la masse, il tolérait une certaine opposition, il faisait la guerre aux seuls révolutionnaires. Le jour où ces derniers (ou plus exactement une secte particulière parmi eux) sont au pouvoir, ils doutent de tout et de tous, ils sont aux prises avec les privilégiés d'hier, mais aussi avec les autres partis, menchevik, socialiste-révolutionnaire. L'instauration d'un système original, dirigé par les hommes nouveaux, ne va pas sans « ratés » : il est séduisant de combiner l'élimination des opposants avec la dénonciation de boucs émissaires, afin de détourner du régime le mécontentement populaire et de le cristalliser sur les espions, agents secrets du capitalisme, contre-révolutionnaires, saboteurs.

La période de la N. E. P. marqua, en même temps qu'une normalisation de la vie économique, une consolidation poli-

tique du bolchevisme. Il n'y eut pas rétablissement des libertés formelles (la liquidation des groupes oppositionnels fut poursuivie et achevée) mais pas non plus amplification de la terreur.

Lénine était probablement sincère quand il imaginait, au-delà de la révolution, le dépérissement de l'Etat, l'extension des libertés, l'autonomie des producteurs. Mais en assimilant le pouvoir du parti bolchevik à celui du prolétariat, en revendiquant pour ce parti la dictature que les textes sacrés prévoient durant la période transitoire en faveur du prolétariat, il se condamnait à entrer dans le cycle infernal de la violence. L'événement a confirmé la puissance d'action que les jésuites de la révolution mettent au service d'eux-mêmes et de leur idéal. Mais l'événement n'a pas moins donné raison aux critiques de la technique bolchevik, mencheviks ou social-démocrates, qui proclamaient à l'avance que le régime resterait prisonnier des moyens qu'il aurait employés pour s'établir. En un pays où la paysannerie constitue l'immense majorité de la population, disaient ces critiques, un parti socialiste ne pourrait prendre le pouvoir sans guerre civile, ni le garder sans despotisme. Le parti bolchevik n'obtint l'adhésion des paysans qu'en leur promettant la propriété individuelle de la terre. Le jour où il voulut la leur reprendre, il déclencha, plus de dix ans après la révolution, une deuxième guerre civile.

Décision inévitable et rationnelle, nous dit-on. Il importait d'accroître la fraction de la récolte commercialisée (le paysan propriétaire consomme davantage), de réduire la main-d'œuvre employée dans les champs sans réduire le volume de la production agricole, de recruter des travailleurs pour les usines. Admettons cet objectif : fallait-il recourir à une méthode qui provoqua la destruction de plus de la moitié du cheptel, la déportation de millions de koulaks, la famine? Après tout, il y avait des moyens indirects d'accroître les livraisons de céréales (augmentation des prix, contrats d'échanges céréales-engrais ou machines, etc.). Les nécessités du ravitaillement des villes ont été l'origine et la justification de la collectivisation : elles n'en sont pas la cause suffisante ou le motif véritable. Il faut tenir compte au moins de deux autres facteurs : la volonté de pouvoir total, la volonté de créer un ordre conforme à une doctrine.

Les Marxistes ont eu, pour la plupart, une tendance à



rendra la vie des travailleurs de la terre semblable à celle des travailleurs d'usines. On aperçoit à nouveau, en dehors des arguments d'ordre technique (rendement meilleur, diminution des frais d'administration), deux objectifs : la soumission de la paysannerie à l'Etat d'une part, l'industrialisation du travail agricole, de l'autre, le pouvoir total et la réalisation de la doctrine.

Les Staliniens ont liquidé les idéologies qui ne s'accordaient pas avec les besoins de l'Etat nouveau. Les formules égalitaires sont condamnées comme des déviations petites-bourgeoises. Bien loin que les fonctions de direction soient accessibles à tous, selon l'idéal de Lénine, elles sont de plus en plus réservées à des groupes fermés. Staline n'a jamais été prisonnier d'un plan tout fait de société future. Même en matière agricole, il n'a pas hésité à faire des concessions aux sentiments individualistes, quand il eut besoin de résultats immédiats (pendant la guerre par exemple). Mais, d'un autre côté, il n'a jamais abandonné une certaine représentation du socialisme et l'industrialisation de l'agriculture fait partie de ces idées, mal définies, qui maintiennent le lien entre l'Etat, autoritaire et bureaucratique, et l'idéologie originelle. Ainsi s'explique la conjonction de phénomènes, en apparence contradictoires, la stabilisation du pouvoir et la permanence de la révolution.

Le régime soviétique n'est devenu vraiment totalitaire qu'après la collectivisation de l'agriculture. Quand Staline contraignit les paysans à entrer dans les fermes collectives, il déclencha une nouvelle série de réactions en chaîne de la violence. Avant 1930, le régime avait pour ennemis déclarés les ci-devant et les opposants. Les enfants de nobles et de bourgeois étaient coupables en tant que tels. La collectivisation étend cette culpabilité à des millions de koulaks, désignés à la vindicte populaire non par leurs actes mais par leur être. Il s'agit de pourchasser non plus les revenants d'un régime aboli ou les adversaires secrets de l'Etat, mais ceux qui n'ont pas de place dans l'ordre nouveau.

Il reste une différence entre l'extermination des juifs par les nazis et l'élimination des « classes condamnées » par les bolcheviks. L'idéologie raciste ne laisse aux victimes aucune chance d'évasion. En théorie, les aristocrates, les bourgeois, les koulaks pourraient devenir des « hommes nouveaux ». Les camps de travail emportent des millions de victimes. Mais le



régime n'a pas employé une technique de mort en série, comparable à celle des chambres à gaz. Le massacre de Katyn est du même type que les massacres de Juifs, le long des routes, par les commandos spécialisés des nazis.

Il n'y en a pas moins, entre l'entreprise nazie et l'entreprise stalinienne, une analogie en profondeur. Le but de l'une et de l'autre est situé à l'infini. Si l'on décide de modifier la composition raciale de la population européenne, comment une tâche de cet ordre serait-elle jamais accomplie? A partir du jour où les gouvernants nourrissent des ambitions illimitées, ils mettent en route une machine infernale, celle de la révolution permanente.

L'édification socialiste, elle non plus, ne sera jamais accomplie. Elle exigerait d'abord la diffusion universelle du régime, puisque le dépérissement de l'Etat ne commencera qu'au lendemain de la mort des Etats bourgeois. Mais l'empire universel ne suffirait pas encore. Il faudrait que l'abondance fût telle que la répartition se fît selon les besoins et non plus selon les œuvres. Il faudrait que l'homme fût réconcilié avec son sort au point de tenir pour superstition tout espoir de transcendance, qu'il acceptât l'intégration à la collectivité, sans réserve ni évasion, pour conforme à sa vocation. Universalité du pouvoir, abondance des biens, acceptation totale de la fonction sociale par l'individu : chacun de ces objectifs est situé au delà de l'avenir prévisible, il est probablement contradictoire avec l'essence de l'homme et des sociétés. Et pourtant, c'est au nom d'une telle fin que l'on sacrifie impitoyablement les vivants.

L'Etat totalitaire abat d'abord toutes les barrières susceptibles de limiter le pouvoir, il rejette ensuite les interdits d'ordre moral ou coutumier qui, aux siècles passés de l'absolutisme, restreignaient l'action des gouvernants. En toute société, il y a des choses qu'on ne fait pas, non pas parce que l'on ne *peut* pas mais parce qu'on *n'imagine* pas de les faire. Hitlériens et Staliniens ne sont plus tenus ni par la tradition, ni par la morale, ni par la religion. Révolutionnaires dans le style des nihilistes russes, ils conçoivent la rupture avec l'ordre établi comme totale, la destruction de la culture séculaire comme souhaitable, l'emploi des moyens que l'éthique ancienne réprouve, comme légitime. Un bien absolu, au terme de l'histoire, justifie tout.

\*\*\*

L'expansion du stalinisme, comme celle du III<sup>e</sup> Reich, se traduit immédiatement par des déportations massives. L'administration soviétique a énuméré soigneusement les catégories de personnes qui, dans les pays annexés, les pays baltes par exemple, sont passibles de la déportation. L'énumération englobe ceux qui ont milité dans les anciens partis, ceux qui appartenaient à la classe politiquement ou socialement dirigeante, ceux qui sont suspects de cosmopolitisme. Le pouvoir soviétique, partout où il s'installe, reproduit, à froid, les mêmes liquidations qui marquèrent les différentes phases de la lutte victorieuse, menée par le parti bolchevik en Russie. Le schéma, découvert par l'expérience, devient un modèle que l'on applique, avec une technique rigoureuse, aux territoires successivement rattachés au bastion socialiste. Si horrible soit-elle, cette forme de terreur ressortit encore à une explication rationnelle. On fait tenir en quelques années le procès de soviétisation, qui, en Russie même, a pris vingt ans.

La persistance de velléités nationalistes, l'ambition de modifier, selon un plan élaboré par les planificateurs, la répartition à travers l'empire russe des diverses populations permettent de comprendre que la terreur ne cesse, en Union Soviétique, de frapper des milliers et des milliers de gens, sans conscience politique, qui ne demandent qu'à vivre à leur façon. Une certaine fonction économique des camps de travail ne prête pas non plus au doute. Mais, si l'on calcule rationnellement le rapport des moyens et des fins, le travail forcé a-t-il le meilleur rendement? Même dans le cas de travaux pénibles, sous des climats rudes, des méthodes autres pour attirer et retenir les travailleurs, n'auraient exigé de l'administration aucun effort exceptionnel d'imagination. Le régime utilise-t-il les camps simplement parce qu'ils facilitent le recrutement des travailleurs? Ou pour liquider un surplus de bras? Ou parce que le communisme implique l'élimination de millions de ci-devant, de koulaks, de bourgeois, de cosmopolites, de Lithuaniens, d'Esthoniens, de Polonais, de Tchetchènes, de Tatars, tous ces hommes anciens ne pouvant être réconciliés avec l'ordre nouveau?

Plus mystérieuse, au premier abord, est la terreur qui frappe les membres du parti et de l'administration, la nouvelle



classe dirigeante. Les épurations politiques, au cours des années 20, sont d'un type classique : on exile, on emprisonne, on met à mort, en tout cas on met hors d'état de nuire les opposants extérieurs au parti bolchevik d'abord, puis les opposants à l'intérieur du parti (ces derniers, jusqu'à l'assassinat de Kirov, étaient emprisonnés, non mis à mort). Au moment où commencent les plans quinquennaux et la collectivisation, le régime est consolidé, il a certainement des adversaires, dispersés et impuissants, il ne court plus de danger. La collectivisation déclenche la guerre civile et le régime est ébranlé par la résistance de la population, qui se répercute à travers la hiérarchie de l'administration et du parti. Mais la grande purge se produit après la victoire de Staline sur les paysans et le retour à une certaine normalité.

Certes, on peut encore trouver des explications d'ordre rationnel. Le régime, édifié au bout de vingt ans, ne ressemble pas à l'image que s'en faisaient à l'avance les théoriciens. Hiérarchie au lieu d'égalité, police au lieu de liberté, administration privilégiée et non pas gestion ouvrière : comment la première génération des bolcheviks aurait-elle reconnu dans cette société l'idéal qui l'animait à l'époque où elle combattait contre l'absolutisme ? La purge visait à l'origine les compagnons de Lénine, les révolutionnaires qui, même ralliés ou résignés, ne pouvaient pas ne pas entretenir l'esprit de révolte.

Admettons que tel ait été le motif du plus étrange phénomène de la Russie bolchevik : la mise en prison de plusieurs millions de personnes, dont un grand nombre était choisi non dans la masse mais parmi les privilégiés. La purge a affaibli l'armée, l'administration, les corps techniques de la nation, à la veille de la guerre. On a sacrifié l'efficacité à l'intérêt politique. On a pourchassé ceux que l'on soupçonnait de nourrir des sentiments hostiles, même inexprimés, bien que ces ennemis virtuels fussent effectivement des serviteurs utiles. On retrouve dans la terreur stalinienne l'exigence religieuse d'orthodoxie.

Rien de plus banal, dira-t-on encore. Un despotisme bureaucratique, qui se fonde sur une croyance, suspecte les hérétiques et les sceptiques. Mais l'explication par la foi contredit l'explication par l'opportunité. Éliminer les opposants pour consolider le régime est raisonnable à la condition que le régime soit consolidé par la mort des opposants. L'administration est-elle, au fond d'elle-même, plus dévouée au régime,

après que des milliers de fonctionnaires ont été frappés et que des milliers d'autres ont tremblé pour leur vie ? A supposer qu'il faille inspirer la crainte à une classe dirigeante qui reproche surtout à ses maîtres l'incertitude de son sort, il n'y a pas de commune mesure entre le nombre des victimes nécessaires pour entretenir l'angoisse et le nombre des victimes effectives. La terreur soviétique ne se conçoit que comme instrument d'un pouvoir qui tend à une fin inaccessible : la totale intégration de tous à un ordre social érigé en absolu.

Le parti bolchevik a été, à l'origine, une secte de la religion révolutionnaire. Ce n'est qu'après la prise du pouvoir qu'il s'est gonflé de millions de membres et qu'il est devenu un parti de masses. Mais une secte s'est à nouveau dissociée à l'intérieur de la masse communiste, et cette dernière est manipulée par le groupe restreint des vrais chefs, comme la masse non communiste est manipulée par le parti. L'évolution fut inverse dans le cas du régime national-socialiste, qui a débuté en parti de masses mais qui, après la prise du pouvoir, a suscité des sectes S. S., hiérarchisées, jusqu'au cercle intérieur des compagnons du chef. La dissociation de la masse et de l'élite se répète à plusieurs échelons dans les sociétés totalitaires.

Le parti bolchevik avait, à l'origine, une structure adaptée à celle de la police secrète qu'il combattait. Au lendemain de la conquête de l'Etat, il reprit, à son service, l'appareil policier du tsarisme, et celui-ci reçut, amplifiées, des fonctions comparables à celles qu'il exerçait sous le régime aboli. A partir de la deuxième révolution, la police devint un instrument de la guerre contre les masses récalcitrantes, un secteur du socialisme d'Etat, mais aussi une armée à la discrétion du chef suprême. Grâce à elle, le secrétaire général du parti élevé au-dessus de toutes les bureaucraties d'Etat, tranche souverainement les querelles ou les rivalités, il maintient l'action de tous en accord avec sa seule volonté. Mais quelle est cette volonté ? Est-ce simplement la toute-puissance ? Ou est-ce un but sublime ?

A nouveau, il faut répondre : l'un et l'autre à la fois. La puissance est le but, mais la puissance n'est totale qu'à la condition d'être reconnue. Le maître doit être en même temps le prophète. Les confessions spectaculaires ne sauraient être assimilées à une simple ruse du pouvoir, obligeant les accusés



à avouer des crimes imaginaires, afin que les imperfections de la réalité soient imputables aux adversaires du régime et que ceux-ci soient disqualifiés aux yeux des masses. Il s'y ajoute un élément emprunté aux inquisitions religieuses : l'hérétique, avant de mourir, doit souscrire à la vérité qu'il avait reniée ou ignorée, se convertir à la religion de ses bourreaux<sup>1</sup>. Mais cette religion est presque indéfinissable. Aux différents échelons, les militants ou les masses en acceptent une version autre. La version qu'utilise la propagande, à l'usage des Occidentaux, est une idéologie, que les militants, plus haut placés, ne prennent qu'à demi au sérieux. Les « éléments de la base » sont censés croire que Rajk était depuis vingt ans un agent de l'Intelligence Service, mais le croient-ils? Le mensonge et la mystification, à demi conscients, pénètrent cette croyance. Quand on est arrivé en haut, trouve-t-on le cynisme pur et simple? Il subsiste probablement une foi, mais quel en est le contenu?

Il ne se confond pas avec le marxisme de Marx, ni avec celui de Lénine, depuis longtemps révisé en certaines parties essentielles ou rejeté vers le lointain avenir. L'essentiel est l'interprétation de l'histoire, que Staline lui-même a consignée dans son livre sur le parti bolchevik. Non que Staline soit dupe des falsifications de faits, comme la suppression du rôle de Trotsky, mais la vérité proprement obligatoire est celle qui attribue au parti bolchevik et à son chef la mission de promouvoir le socialisme et le règne du prolétariat. En d'autres termes, ce que les Staliniens font confesser à leurs victimes, c'est que l'État soviétique a raison parce qu'il est l'exécuteur de la Providence historique. L'orthodoxie, qu'ils ne se lassent pas d'imposer, pose la valeur inconditionnée de leur propre pouvoir.

D'où les deux interprétations, qui s'entrechoquent, mais qui sont en réalité complémentaires. Le but suprême du stalinisme ne serait rien d'autre que la puissance brute, pour elle-même; le but suprême du stalinisme serait l'accomplissement d'un certain ordre social, au terme de longues années de combats et de sacrifices. La puissance à laquelle tend le

1. Cette interprétation ne vaut que pour certains des communistes victimes des procès. Tous ne se sont pas convertis. La plupart ne se sont probablement pas convertis sincèrement. L'emploi de drogues ou de la torture, physique ou morale, contre des adversaires, révèle un autre aspect de la technique totalitaire : les moyens psycho-techniques permettent de se passer de la vraie conversion.



activités mêmes où la supériorité de l'Occident était jadis incontestée. Le parti bolchevik, Pierre le Grand collectif, selon l'expression d'Elie Halévy, impose au pays, par une autorité impitoyable, une brusque et profonde transformation. Les soupçons pathologiques à l'égard des étrangers que le gentilhomme français découvrait, dès son arrivée à Saint-Pétersbourg, le général américain, chargé de l'administration du *lend-lease*, les retrouva à Moscou, à l'époque de l'alliance contre l'Allemagne hitlérienne.

On pourrait multiplier de telles indications. Il appartient aux historiens de les approfondir. Sur le plan politique, l'affirmation du caractère essentiellement russe du stalinisme est dangereuse.

L'authentique révolution du peuple russe, en 1917, se déroula dans les campagnes. Les paysans crurent le moment venu de réaliser leur rêve. On dit que la masse russe, tenue en sujétion à travers les siècles, a brusquement fait irruption, emporté les barrages et précipité l'écroulement de l'absolutisme et, du même coup, de la structure sociale. On ne niera pas cette irruption des masses, mais l'Etat, édifié par les bolcheviks, prend la suite de l'Etat tsariste, plus qu'il n'exprime les revendications populaires. Les paysans ne semblent pas plus réconciliés avec les kolkhozes qu'ils ne l'étaient avec le servage ou la propriété semi-collective. La colère des paysans donna aux bolcheviks leur chance. Trente ans après, le nouveau régime paraît l'héritier non de la colère qui l'a fait naître mais du régime qui avait disparu depuis un demi-siècle, quand cette colère, lentement mûrie, fit explosion. Ce n'est pas au tsarisme de 1910 que ressemble le stalinisme mais à celui de 1830.

On discute sur la force de l'opposition au pouvoir, latente, inorganique, à l'intérieur de l'Union Soviétique. On doute que cette opposition constitue, à l'heure actuelle, un facteur de première importance. Mais on commettrait une erreur fatale en confondant les nations soumises au Kremlin et leurs maîtres dans la même haine. Le bolchevisme n'a pas accompli, il a trahi l'élan de 1917. Les Russes ne refusent pas le contact avec le monde extérieur : c'est l'Etat qui le leur interdit.

En quelle mesure les masses sont-elles séduites par le rêve impérial? Nul ne saurait le dire avec précision. On se garde, malgré tout, de souscrire au texte fameux de Custine : « Cette nation essentiellement conquérante, avide à force de privations, expie d'avance chez elle, par une soumission avilissante,



d'œuvre à recruter pour le Grand Nord, ni d'âme slave pour se régénérer par l'aveu. En Chine, malgré l'individualisme sur lequel les observateurs ne se lassent pas d'insister, malgré la force invincible prêtée à la famille, malgré le scepticisme populaire à l'égard de tous les gouvernements, la rééducation marxiste, la police, l'encadrement des masses par le parti gagnent avec une foudroyante rapidité. Non sans susciter de révoltes : mais l'installation du stalinisme en Russie en a suscité également.

La doctrine stalinienne repose sur la certitude qu'un parti, en possession de l'Etat, est capable de modeler la matière sociale selon une image idéale. Quand on prévoit la transformation inévitable du stalinisme au fur et à mesure qu'il s'étendra à de nouveaux pays, on a peut-être raison si l'on envisage un lointain avenir. Mais on oublie que l'essence du totalitarisme est de ne rien respecter, ni les mœurs, ni les lois, ni les croyances, et de tenir pour possible et légitime la reconstruction de l'existence collective, selon la philosophie du pouvoir, ce pouvoir fût-il confondu avec un Etat étranger.

La structure de la société soviétique, incompatible avec le génie de l'Europe, répond à certaines des tendances visibles en notre siècle, même dans les sociétés occidentales. La hiérarchie technocratique s'introduit, non pas seulement à l'intérieur des grandes entreprises, mais au niveau supérieur, dans les administrations étatiques, chargées de planifier un secteur de l'économie ou l'économie tout entière. Ingénieurs et managers n'occupent jamais la première place, ils ne constituent jamais la classe dirigeante, au sens précis et limité du terme. Mais la superposition du parti à la bureaucratie résout d'une certaine manière le problème du pouvoir dans la civilisation industrielle. Le parti donne un but, un sens au travail de la bureaucratie. Lorsque disparaissent le respect pour les traditions et la confiance dans les procédures électorales, quelle autre justification subsiste qu'une grande tâche à accomplir, dont un groupe d'hommes se décrète lui-même l'instrument désigné par la Providence ou l'Histoire?

Les sociétés occidentales refusent cet asservissement, mais elles sont à la fois tentées et menacées. Menacées parce que la désagrégation de la société et la paralysie de l'Etat par suite de la rivalité des intérêts privés-collectifs appellent des réformes, dont certaines démocraties continentales paraissent

incapables. Tentées parce que la perte de l'absolu national, après celle de l'absolu religieux, entretient la sourde nostalgie d'une foi commune. National-socialisme ou communisme restaurent une caricature ou un substitut de l'unité spirituelle. Mais combien se laissent prendre à ce faux-semblant?

L'esprit totalitaire n'a pas été écrasé, en Occident, en même temps que le III<sup>e</sup> Reich. Il a des racines autrement profondes que les superstitions ou les expédients dont tous les siècles nous offrent de multiples exemples. Il ne suffit pas de vitupérer le chef ou le parti unique ou la police pour en être indemne. Qu'il croie à la vérité absolue d'une doctrine politique, à la capacité de l'Etat de modeler souverainement la pâte sociale, qu'il méprise les coutumes ou les traditions, assimilées à des survivances irrationnelles, qu'il écarte les règles de la morale ordinaire et les décrète sans valeur, liées à la classe condamnée ou inapplicables à l'action politique, qu'il nie toute réalité transcendante, toute obligation à l'égard de la personne qui cesse d'être une créature de Dieu pour devenir une unité dans une statistique : voici l'homme mûr pour le totalitarisme. Aucun respect pour l'être et la chose, irremplaçables, injustifiables, aucun scrupule ne l'arrêtera sur la route qui mène à une fin indéfinie et inaccessible. Aucune atrocité ne le rebuitera puisque l'absolu est en devenir et qu'il en est l'humble agent.

Ce n'est pas à tort que l'on a rattaché les bolcheviks aux nihilistes à la manière de Natchaïev<sup>1</sup> en même temps qu'au marxisme. Lénine a organisé cette secte, séparée du monde, prête à tout, ne vivant que pour la révolution, qu'avait rêvée Natchaïev dans son *Catéchisme*. Destructeurs en même temps que bâtisseurs, les totalitaires ressemblent à des urbanistes qui voudraient raser les villes pour les relever selon un plan rationnel. Avec cette différence fondamentale que le plan de l'urbaniste serait effectivement, à beaucoup d'égards, rationnel, mais que le plan de l'architecte social est faussement rationnel. Amplifiant un certain aspect de la réalité, subordonnant l'ensemble à la partie, les vivants à un avenir rêvé, les travailleurs à l'industrie, il transforme une rationalité partielle en une totale irrationalité. Prêtant à l'Etat un pouvoir total, il le voue à l'arbitraire, parce qu'il oublie que l'Etat est fait d'hommes et que ceux-ci sont corrompus

1. Cf. Robert Payne, *Zero, the story of terrorism*, New-York, 1950.



absolument par l'exercice du pouvoir absolu. Convaincu que le but est seul valable, il n'hésite pas à employer tous les moyens, y compris ceux qui asserviront les foules à la volonté des gouvernants. Au lieu d'éveiller les personnes à la recherche de la vérité, on inculquera aux foules une orthodoxie. On rendra les individus prisonniers d'obsessions folles, sous prétexte d'en faire de bons ouvriers de la construction collective. Et là se découvre l'absurdité de toute l'entreprise.

22 ) La prétention d'édifier, sous la conduite d'une minorité toute-puissante, un ordre social conforme à la loi de l'Histoire ou de la Raison, est, dès l'origine, condamnée, parce qu'elle est contradictoire. Par un renversement fatal, l'ordre, qui devrait être fait pour les hommes, devient la valeur suprême, à laquelle les hommes sont sacrifiés. Le pouvoir, qui devait être au service de la Raison, devient un but en lui-même. Personne n'a jamais défini concrètement un ordre social qui résoudrait les antinomies de la vie en commun. La plupart des utopies révèlent la pauvreté de l'imagination. Les exigences que l'esprit formule à l'égard des sociétés, ne sauraient être toutes pleinement satisfaites à la fois. La réalité n'a jamais offert que des compromis provisoires entre les droits des personnes et les exigences de l'État, entre la cohérence collective et la critique individuelle, entre l'égalité au point de départ et la continuité des institutions et des familles à travers les générations. La fin des contradictions interviendrait le jour où l'homme serait parfait ou résigné à ses imperfections.

\* \* \*

) Les mythes, chassés du cosmos par le progrès des sciences physiques, ont cherché refuge dans la nature sociale. De la politique viennent aujourd'hui les grandes calamités que semaient jadis les éléments déchaînés. Le lent déchiffrement de l'histoire ne justifie pas les certitudes primitives et les espoirs démesurés auxquels l'homme aspire pour jouer son existence. En Occident aussi, les totalitaires existent virtuellement, prêts à mettre la technique du pouvoir au service d'un fantôme. L'ennemi contre lequel nous combattons n'est pas seulement l'empire russe, démesurément élargi. C'est aussi la tyrannie à laquelle conspirent l'impatience des bâtisseurs et le vide des âmes, le messianisme des naïfs, le ratio-



## FOI SANS ILLUSIONS

Menacée par l'expansion du stalinisme, enjeu du conflit entre les deux Grands, l'Europe semble quêter des raisons de ne pas s'engager. Les intellectuels rivalisent d'ingéniosité pour enlever aux peuples croyance et espoir. Il ne suffit pas que la guerre éventuelle soit horrible, il faut encore qu'elle soit absurde : quelle meilleure méthode d'en faire apparaître l'absurdité que de confondre les protagonistes du drame dans la même réprobation ? Le même sort attendrait l'humanité, quel que fût le vainqueur.

Au niveau où elles se déroulent d'ordinaire, ces controverses ne méritent pas de nous retenir. On ne connaît pas un seul des partisans du double refus qui chercherait la liberté vers l'Est, en cas d'occupation américaine. On en connaît beaucoup qui la chercheraient vers l'Ouest, en cas d'occupation russe. Le régime économique, les institutions politiques, l'ordre social sont, aux États-Unis, chargés d'injustices, comme dans toutes les sociétés connues. Le principe de l'égalité des hommes, de toutes races et de toutes religions, y est proclamé, mais non toujours mis en application. Malgré tout, si l'on compare le capitalisme américain et le communisme russe dans leur réalité actuelle et concrète, on ne saurait, sans aberration ou sans mauvaise foi, les renvoyer dos à dos et les couvrir des mêmes invectives. Que l'on considère les droits personnels, les possibilités d'opposition ou de création, l'effet des modes de production et d'échanges sur le bien-être des masses, le système américain est très exactement le contraire du système soviétique et non pas un autre exemplaire du même type.

Pour justifier le neutralisme, on invoque la similitude, en profondeur, des deux civilisations, américaine et russe.



présente, à améliorer les méthodes de culture, les instruments aratoires. En Europe, l'organisation accroîtrait souvent la productivité plus que le renouvellement des machines ou l'élargissement des unités de production.

Dans l'ordre strictement matériel, les raisons d'optimisme l'emportent, me semble-t-il, à long terme, sur les motifs de pessimisme. Qu'il s'agisse de l'exploitation des forces naturelles ou de la prolongation de la vie humaine, les conquêtes du siècle dernier interdisent le découragement. Les romantiques de l'anti-technique envient-ils les sociétés où la famine est endémique? Envient-ils les sociétés où l'espérance de vie ne dépasse pas vingt-cinq ans? Qui a assisté impuissant à la mort de son enfant ne sera jamais plus tenté de souscrire à l'orgueil prométhéen. L'homme n'est pas et probablement ne sera-t-il jamais maître et possesseur de la nature. Il n'en est plus l'esclave tremblant ou la victime résignée.

L'optimisme serein, la foi dans le progrès social ou spirituel, suivant de lui-même le progrès scientifique, est mort. Il n'est pas besoin de pourfendre ce cadavre. L'élévation du niveau de vie ne suffit ni à répandre le bonheur ni à satisfaire les peuples. L'ouvrier français, pour une durée de travail moindre, touche un salaire réel supérieur à celui de 1913. Or, il dit, il croit souvent (et les intellectuels ne cessent de lui répéter) qu'il n'a rien à défendre. Il y a trente-cinq ans, il ne doutait pas d'avoir quelque chose à défendre, qu'il appelait la liberté ou la France. Les raisons de ce scepticisme sont multiples et peut-être, en profondeur, n'ont-elles pas grand chose à voir avec le rapport des revenus et des prix : on se bat pour une forme de vie, on ne se bat jamais pour un niveau de vie que la guerre abaisse de toute façon. La civilisation industrielle crée de nouveaux désirs, au fur et à mesure qu'elle satisfait les anciens. Parfois même, elle les crée plus vite qu'elle ne les satisfait. Une partie des ressources supplémentaires est absorbée par les servitudes d'une existence complexe. La mobilité des conditions, les changements presque incessants des modes de production et de consommation inclinent chacun à comparer son sort à celui des autres. L'envie sociale, presque inévitable dès que la notion de train de vie accoutumé s'estompe, risque de ronger la cohésion des collectivités qui font à tort du succès matériel l'objectif suprême.

Le progrès économique est probablement un phénomène moins fatal que ne le pensent les apôtres de l'industrialisation



ductives, inclinent parfois à souhaiter un pouvoir absolu, capable d'imposer les solutions dites rationnelles. La psychanalyse ou la psycho-technique n'enseignent pas à l'homme à ne plus respecter son semblable, encore qu'elles lui en donnent la possibilité. Le danger que la technique traite les hommes en objets est évident, mais le danger contraire de souscrire à des traditions que le temps ne suffit pas à rendre respectables, ne l'est pas moins.

Historiquement, la civilisation industrielle a contribué au déclin des religions de salut. Elle a désintégré les communautés locales, qui ont, à travers les siècles, encadré l'existence des individus. Elle a accéléré la formation des masses urbaines, phénomène commun à la plupart des civilisations, aux époques qui en ont précédé l'effondrement. Mais peut-être donne-t-elle la chance de surmonter l'anomie des multitudes et de promouvoir une nouvelle forme d'intégration. Elle ne suscite pas nécessairement l'athéisme militant qui ne reconnaît à l'homme d'autre vocation, d'autre espérance que le confort, en une société satisfaite d'elle-même et soumise à la volonté des planificateurs.

Ni idolâtre, ni ennemie de la technique, l'Europe ne devrait pas plus ignorer les virtualités de barbarie que ratifier une condamnation sans appel. L'humanité n'est pas vouée à se perdre dans la conquête de la nature et l'oubli d'elle-même. Le prophétisme de catastrophe témoigne de moins de lucidité que de résignation. Le xx<sup>e</sup> siècle n'est pas le premier siècle des guerres et l'aventure humaine n'est pas achevée.

\* \* \*

|| Nous défendons une demi-vérité contre un mensonge total, écrivait récemment un romancier, anticommuniste et ex-communiste. Proposition vraie mais pourquoi éprouve-t-on le besoin de la répéter, avec un mélange de mauvaise conscience et de franchise?

La société soviétique, il est vrai, par les hauts parleurs de ses propagandistes, prétend être en marche vers la perfection. On a toujours honte du réel quand on le mesure à l'idéal. Beaucoup d'intellectuels européens portent le deuil du mythe socialiste. Ils n'ont trouvé nulle part, en dehors du stalinisme, l'espoir d'une révolution qui ouvrirait une ère nouvelle.

Le socialisme est un système économique-social, dont on



maintenant cette valeur avec un certain parti ou un certain pays.

Les Occidentaux sont incapables de donner un ordre social, présent ou futur, pour l'équivalent du royaume millénaire. Les institutions parlementaires ou les mécanismes économiques leur importent surtout en tant que conditions ou symboles d'un certain style d'organisation collective. Le droit de choisir son dieu, de chercher librement la vérité, de n'être pas à la merci de la police, des fonctionnaires ou des psycho-techniciens sont ou devraient être pour eux des valeurs aussi inconditionnées que le triomphe de l'Union Soviétique pour les Staliniens.

Ces valeurs traditionnelles éveillent-elles la même ardeur qu'un idéal mensonger? La fidélité paraît faiblesse auprès du fanatisme, tendu vers l'avenir. A la longue, peut-être l'emportera-t-elle sur la fureur d'une pseudo-nouveauté. Les totalitarismes ne sont originaux que par leur méthode. Ils empruntent certaines armes aux arsenaux de notre temps, mais ils usent des instruments que leur fournissent les ingénieurs des corps et des âmes, en vue d'un retour au passé. Ils ramènent le despotisme séculaire, la hiérarchie bureaucratique, la religion d'Etat. Il n'est pas prouvé que les régimes totalitaires soient plus qu'un épisode du siècle des guerres. La survie de l'espoir est suspendue à la victoire des sociétés libérales.

La foi des peuples ne fut jamais plus vive qu'au cours de la première guerre, dont l'enjeu était incomparablement plus limité que celui de la deuxième. L'enjeu de la troisième est plus vaste encore. Si les Européens étaient devenus indifférents à la sauvegarde de leurs droits politiques, de leurs libertés spirituelles, des indépendances nationales, s'ils n'étaient prêts à défendre ni leurs autels ni leurs foyers, alors l'Europe serait morte et les héritiers se disputeraient un cadavre.

La crise morale affecte surtout les intellectuels rationalistes qui enseignent la superstition ou le désespoir, répètent que Dieu est mort et ne se résignent pas à la perte de leurs idoles. La politique, nous dit-on, est le destin : rarement les conflits des partis, des idéologies, des nations ont mis en question tant de valeurs. Mais la politique n'en est pas moins incapable d'apporter à l'existence sa justification dernière. On transfigurait le devenir des sociétés quand on attendait d'une

Révolution une réponse à nos questions. Une fois abandonnée la mythologie du progrès, on n'a aucun motif de donner raison à l'avenir et aux vainqueurs. L'histoire inachevée ne juge pas les hommes.

Les peuples sont-ils déçus parce que nous n'avons à défendre en ce monde imparfait que des demi-vérités? Je n'en suis pas sûr. La cause profonde du scepticisme est autre. La leçon des deux guerres a été retenue. Le déchaînement de la violence ne résout rien. L'Europe serait victime d'une guerre hyperbolique, quelle qu'en fût l'issue. Nous n'avons pas dissimulé cette antinomie des moyens et de la fin. Le but de l'Occident est et doit être de gagner la guerre limitée pour n'avoir pas à livrer la guerre totale. Mais il ne parviendra pas à la gagner s'il n'est pas animé d'une résolution inflexible, s'il ne croit pas en lui-même et en sa mission de liberté.

La troisième guerre peut-elle être gagnée sans devenir totale? Nul ne le sait. Mais on sait que, dans la guerre limitée plus encore que dans la guerre totale, le courage et la foi comptent autant que les ressources matérielles. La volonté de vaincre ne supprimerait pas les périls qui seront, pour des années, notre sort quotidien, elle nous donnerait une meilleure chance de les surmonter.



One question then inevitably crops up: the  
two premises still less become doubtful;

a) "technical progress" can very well make  
the concept of "she does not fight can't be  
free" self-fulfilled and unnecessary.

b) "mission of liberty" -- ideological warfare,  
concealing, which makes her unlimited  
and alienates the juster truth.

Both make it rather see impossible. No definite  
aim can set off, the enhancement of freedom  
on one and ideology on the other side. Both  
push things into extremes. What the new anti-  
communism -- shall these elements though of course  
-- it shall be.

Both these considerations, very honorable in the  
old way, one would determine an antithesis  
of interests.

Question: that just being both - the one leads  
certainly not to "fight off" --

Freedom for all -- and  
justice for all --



	Pages
PRÉFACE. . . . .	7

PREMIÈRE PARTIE

DE SARAJEVO À HIROSHIMA

<i>Chapitre</i>	I. — LA SURPRISE TECHNIQUE . . . . .	13
—	II. — LE DYNAMISME DE LA GUERRE TOTALE .	37
—	III. — LE MYTHE LÉNINISTE DE L'IMPÉRIALISME . . . . .	63
—	IV. — GUERRE TOTALE ET TOTALITARISME . .	85
	<i>Nécessité et accidents</i> . . . . .	108

DEUXIÈME PARTIE

CARREFOUR DE L'HISTOIRE

<i>Chapitre</i>	V. — LA MONTÉE DES ÉTATS PÉRIPHÉRIQUES .	115
—	VI. — DU MARXISME AU STALINISME . . . .	136
—	VII. — L'EXPANSION DU STALINISME . . . .	159
—	VIII. — L'ÂGE ATOMIQUE . . . . .	178
	<i>Logique et hasards</i> . . . . .	197

TROISIÈME PARTIE

LA GUERRE LIMITÉE

<i>Chapitre</i>	IX. — LES CONVENTIONS DE LA GUERRE FROIDE . . . . .	207
-----------------	---	-----



*Première section*

## LES INCERTITUDES DE LA STRATÉGIE DÉFENSIVE

<i>Chapitre</i>	X. — CONTENIR OU REFOULER? . . . . .	223
—	XI. — RENVERSEMENT DES ALLIANCES . . . . .	243
—	XII. — L'ÉQUILIBRE INTERCONTINENTAL. . . . .	262
—	XIII. — STALINE ET L'OMBRE DE TROTSKY . . . . .	278
	LES LIMITES DE L'OFFENSIVE PSYCHOLOGIQUE. . . . .	302

*Deuxième section*

## IMPUISSANCE DE L'EUROPE ?

<i>Chapitre</i>	XIV. — LA DIALECTIQUE DES EXTRÊMES . . . . .	313
—	XV. — LES SOCIALISMES NATIONAUX. . . . .	335
—	XVI. — L'EUROPE EST-ELLE CAPABLE DE VIVRE? . . . . .	357
—	XVII. — L'EUROPE EST-ELLE CAPABLE DE SE DÉFENDRE? . . . . .	378
—	XVIII. — L'EUROPE EST-ELLE CAPABLE DE S'UNIR? . . . . .	398
	<i>Vitalité historique de l'Europe?</i> . . . . .	416
<i>Chapitre</i>	XIX. — LA GUERRE FROIDE, PRÉPARATION OU SUBSTITUT DE LA GUERRE TOTALE? . . . . .	427

## CONCLUSION

## L'ENJEU

I. — LA FIN DU MYTHE SOCIALISTE. . . . .	449
II. — LE TOTALITARISME. . . . .	466
III. — FOI SANS ILLUSIONS. . . . .	486